

# programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

## SOMMAIRE

### LA QUESTION PARLEMENTAIRE DANS L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

● Introduction .....	1
● Le Parti Communiste et le Parlementarisme (Thèses adoptées par le II <sup>e</sup> Congrès de l'I. C. en 1920) .....	7
● Discours du représentant de la Fraction Abstentionniste Italienne au II <sup>e</sup> Congrès de l'I. C. ....	11
● Thèses sur le parlementarisme présentées par la Fraction Abstentionniste Italienne .....	16
● Le mouvement social en Chine (V) .....	19
● « Histoire de la Gauche Communiste » .....	32

### CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

# Le Communiste

REVUE INTERNATIONALE COMMUNISTE

## SOMMAIRE

### QUESTION PARLEMENTAIRE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

- 1 Introduction .....
- 7 Le Parti Communiste et le Parlementarisme  
(Thèses adoptées par le II<sup>e</sup> Congrès de l'I. C.  
en 1920) .....
- 11 Discours du représentant de la Fraction  
Abstentionniste Italienne au II<sup>e</sup> Congrès de  
l'I. C. ....
- 16 Thèses sur le parlementarisme présentées par  
la Fraction Abstentionniste Italienne .....
- 19 Le mouvement social en Chine (V) .....
- 32 « Histoire de la Gauche Communiste » .....

**ce qui nous distingue**

Le mouvement communiste est un mouvement de masse qui agit dans le cadre de la révolution prolétarienne. Il se caractérise par son caractère international et par son engagement dans la lutte pour la libération de l'humanité entière.

Le mouvement communiste est un mouvement de masse qui agit dans le cadre de la révolution prolétarienne. Il se caractérise par son caractère international et par son engagement dans la lutte pour la libération de l'humanité entière.

Le mouvement communiste est un mouvement de masse qui agit dans le cadre de la révolution prolétarienne. Il se caractérise par son caractère international et par son engagement dans la lutte pour la libération de l'humanité entière.

# La question parlementaire dans l'Internationale Communiste

Jusqu'au II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste (Moscou, juillet-août 1920), on n'avait pas clairement établi en Europe si les sections de la nouvelle Internationale devaient ou non faire figurer dans leurs moyens tactiques la participation aux élections et l'intervention dans les Parlements des pays capitalistes. Cette question avait pris des développements divers selon les pays. Personne ne mettait en doute que la nouvelle organisation du prolétariat révolutionnaire devait accueillir les seuls mouvements qui avaient lutté contre la guerre impérialiste en rompant avec les traîtres socialistes qui l'avaient appuyée. Il était également certain que les sections de la III<sup>e</sup> Internationale devaient agir sur le terrain de l'insurrection armée pour renverser le pouvoir bourgeois et réaliser la dictature du prolétariat, comme dans la Russie d'Octobre 1917.

Faute d'autres, les résolutions pourtant très nettes du Premier Congrès de mars 1919 ne semblaient pas exclure, même dans l'esprit des Bolchéviks russes, que certains mouvements d'orientation anarchiste ou syndicaliste-révolutionnaire viennent grossir la grande vague révolutionnaire. Citons seulement la Confédération Nationale du Travail espagnole, de tendance libertaire, l'extrême-gauche de la C. G. T. française, les I. W. W. d'Amérique (Ouvriers Industriels du Monde), les Shop Stewards écossais et anglais (Mouvement des Commissaires de fabrique); l'Italie et l'Allemagne doivent être traitées à part.

Ces mouvements n'hésitaient pas à condamner le social-patriotisme et le réformisme, ne doutaient pas de la nécessité de l'insurrection, mais n'avaient pas de position claire sur les problèmes du pouvoir et de la

terreur révolutionnaire, de l'Etat et du parti politique, que les Bolcheviks avaient parfaitement résolus quant à eux. Presque tous s'opposaient à l'utilisation du Parlement tant par tradition que par réaction à l'opportunisme.

En Italie, cette question fut posée nettement dès la fin de la Grande Guerre car, bien que le Parti Socialiste ait évité de tomber dans le mensonge de l'unité nationale, l'action du groupe parlementaire, dominé par la droite réformiste, était allée à l'encontre de toute perspective d'action révolutionnaire dans l'après-guerre. La fraction révolutionnaire intransigeante avait triomphé dans le parti dès avant la guerre, mais elle n'osa rompre qu'avec l'extrême-droite ultra réformiste des Bissolati et Compagnie, expulsée en 1912. Aussi les éléments les plus décidés de la Gauche du Parti commencèrent-ils à pressentir la nécessité d'une scission dans le vieux parti ; ayant fondé à Naples, fin 1918, le journal *Il Soviet*, ils aboutirent à cette conclusion historique qu'il fallait en finir avec la méthode électorale et parlementaire si l'on voulait conduire le prolétariat à l'assaut révolutionnaire.

Cette position fut repoussée par la majorité au Congrès du Parti Socialiste à Bologne en 1919, mais les partisans de la participation électorale, tout en se prévalant de l'approbation de Lénine, eurent l'immense tort de maintenir l'unité du grand parti électoral, s'opposant ainsi directement à Lénine et aux directives fondamentales de la III<sup>e</sup> Internationale. Ils allèrent même jusqu'à repousser l'offre des abstentionnistes qui, pourvu que la scission soit consommée, acceptaient de renoncer à leur préalable antiparlementaire.

Il est bon de rappeler qu'en Italie le parti s'était séparé depuis longtemps du courant syndicaliste-révolutionnaire et qu'une scission syndicale s'était également produite, l'Union Syndicale Italienne, qui se divisera à son tour en deux organisations sur la question de la guerre, s'étant détachée de la Confédération du Travail.

En Allemagne, la situation était toute différente. Le mouvement anarchiste était négligeable, le syndicalisme sorélien n'existait pas et aucune scission n'avait divisé les syndicats. A l'éclatement de la guerre de 1914, dans un premier temps tout le mouvement politique et syndical avait suivi l'orientation social-patriotique. La scission commença dans le domaine politique, le Parti Socialiste Indépendant se détachant de la vieille Social-Démocratie. Plus tard, l'« Union de Spartacus », fondée en 1916 mais qui était entrée dans le Parti Indépendant, finit par se constituer en Parti Communiste Allemand. Deux tendances s'y délimitèrent, non pas seulement sur la tactique parlementaire, mais sur le problème bien plus important, et lié à des questions de principe, de la scission syndicale. L'aile gauche des Spartakistes, qui alla jusqu'à la scission pour former le K. A. P. D. (Parti Ouvrier Communiste Allemand), soutenait qu'étant

donnée la trahison des syndicats liés à la Social-Démocratie, il fallait préconiser leur boycottage et la formation d'une nouvelle organisation syndicale révolutionnaire orientée à gauche.

Le problème était grave : le courant du K. A. P. D. se ressentait de ces erreurs syndicalistes répandues dans les pays latins et qui trouvaient également un certain écho dans le mouvement hollandais par le canal du journal *De Tribune*, dirigé par les théoriciens Gorter et Pannekoek. Ce courant s'efforçait de diminuer l'importance du parti politique, de la centralisation et de la discipline nécessaires, et manifestait les mêmes hésitations sur la question de l'État, prouvant ainsi qu'il ne partageait pas la conception russe du Parti politique administrant la dictature du prolétariat. On sait du reste que même le K. P. D., qui restait lié à Moscou, ne comprenait pas clairement au début que le Parti politique révolutionnaire doit prendre le pouvoir directement en mains.

Il va de soi que les Bolcheviks russes et le centre de la nouvelle Internationale attachaient la plus grande importance au problème allemand ; Lénine le mit au centre de sa fameuse brochure sur l'Extrémisme dont le but essentiel était de prévenir l'entrée dans le mouvement communiste de tendances d'orientation anarchiste, incapables de comprendre la question de l'autorité au sein du Parti et de l'État. La critique de Lénine, dominée par l'attention qu'il porte au développement du mouvement allemand, d'importance historique fondamentale, traite cette question parallèlement à celle de la tactique parlementaire et il est indubitable qu'il condamne aussi bien la scission syndicale que l'abstentionnisme électoral.

Entre temps, la Fraction Abstentionniste Italienne s'était efforcée de préciser à Moscou, au moyen de deux lettres, qu'en Italie ces deux questions n'interféraient nullement entre elles, que la fraction de gauche du Parti Socialiste comprenait parfaitement les positions marxistes sur le Parti et l'État et que, non seulement elle n'avait pas la moindre sympathie pour le mouvement anarchiste ou syndicaliste, mais menait contre lui une polémique ouverte. Si ces lettres durent franchir bien des obstacles pour parvenir à Moscou, c'est un fait que Lénine intervint personnellement pour qu'un représentant de la Fraction Abstentionniste Italienne participât au II<sup>e</sup> Congrès.

Il ne sera pas mauvais de noter également que dans les réunions préparatoires de ce Congrès, lorsqu'il s'agissait d'admettre les représentants des divers pays, les Abstentionnistes italiens soutinrent que les organisations n'ayant pas un caractère politique affirmé, comme les mouvements espagnol, français, écossais et anglais déjà cités, ne devaient pas avoir voix délibérative.

\*\*\*

Au cours des séances du Congrès dont nous reproduisons plus loin quelques-uns des documents les plus importants, la discussion mit tout de suite en évidence la différence radicale entre l'opposition à la participation électorale que défendait la Gauche italienne et celle que menaient de leur côté les syndicalistes ou semi-syndicalistes d'autres pays.

Le rapporteur sur la question parlementaire fut Boukharine, qui parla au cours de la séance du 2 août 1920. Il présenta les thèses qu'il avait rédigées avec Lénine et auxquelles Trotsky avait ajouté une introduction intitulée « La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme », et annonça un contre-rapport du représentant abstentionniste italien qui avait soumis lui aussi au Congrès un ensemble de thèses. Il annonça également que le camarade Wolfstein rendrait compte des travaux de la Commission et polémiqua longuement contre les adversaires de la tactique parlementaire, tout en distinguant entre les deux groupes d'orientations théoriques différentes. Le rapport du représentant italien suivit ; prenant aussi en considération les arguments avancés par Lénine dans son « Extémisme », il développa les idées contenues dans ses thèses. L'Écossais Gallacher parla ensuite contre le parlementarisme ; puis le Bulgare Chaplin qui lui était favorable ; le Suisse Herzog ensuite, contre ; l'Anglais Murphy réfuta les arguments de Gallacher ; le Français Souchy s'opposa au parlementarisme, mais à la manière syndicaliste.

Lénine prit alors la parole et son discours, comme toujours, fut d'une extrême importance. Etant donnée l'ampleur déjà prise par la discussion, le rapporteur des thèses abstentionnistes lui répliqua très brièvement en exprimant ouvertement la profonde préoccupation que faisaient naître en lui les arguments mêmes, de nature tactique, qu'employait Lénine pour soutenir que non seulement on pouvait, mais encore que l'on devait agir au Parlement dans le but de détruire l'État bourgeois et le Parlement lui-même. Boukharine, le premier rapporteur, vint clore le débat en répondant à tous les antiparlementaristes ; Murphy, Chaplin, Goldenberg (qui proposa un amendement en faveur du boycottage des élections dans la phase insurrectionnelle) et le représentant des jeunes socialistes italiens, Polano, firent de brèves déclarations. Enfin, l'Italien Serrati se fit entendre et Herzog répondit aux protestations des Bulgares.

Lors du vote, sept voix seulement n'allèrent pas aux thèses de Boukharine-Lénine, qui furent donc approuvées par une large majorité. Sur ces sept voix et à la demande expresse du rapporteur abstentionniste, trois seulement se portèrent sur les thèses qu'il avait défendues : celles du Parti Communiste Suisse, du Parti Communiste Belge et d'une fraction du Parti Communiste Danois. Le rapporteur lui-même n'avait pas voix délibérative, mais seulement consultative.

\*  
\*\*

La nature même des documents que nous publions facilite leur présentation. On peut dire que l'introduction de Trotsky, les thèses de Boukharine-Lénine et les thèses des marxistes abstentionnistes ne présentent aucune différence dans l'examen de la fonction historique du Parlement bourgeois. Du point de vue des principes, ces trois textes établissent que la révolution doit renverser le pouvoir d'Etat bourgeois par une action violente et en détruire la machine jusqu'au dernier engrenage ; que le Parlement en est un, et parmi les plus contre-révolutionnaires, si bien qu'il doit être aboli par la force, comme l'avaient fait les Bolcheviks pour l'Assemblée Constituante bien qu'ils eussent participé à son élection et comme Marx suggérait de le faire en 1871 aux insurgés de la Commune de Paris lorsqu'il souhaitait que, réussissant à marcher sur Versailles, ils puissent disperser l'ignoble Assemblée Nationale qui fondera la III<sup>e</sup> République. Après sa victoire, le prolétariat doit donc construire un nouvel Etat, l'Etat de sa dictature fondé sur les Conseils ouvriers et marquer ainsi la fin historique du pouvoir bourgeois, de l'Etat et du Parlement capitalistes.

Il était d'autant plus légitime de constater, au cours des longues années qui ont passé depuis lors, que la pratique parlementaire à laquelle ont abouti les faux partis communistes qui ont l'audace de se couvrir des arguments de Boukharine, de Lénine et de Trotsky, abandonne complètement ces points fondamentaux pour s'identifier au vieux parlementarisme de la II<sup>e</sup> Internationale. Le Parlement est désormais présenté ouvertement comme un organisme éternel, de même que l'on considère l'Etat bourgeois comme une structure pouvant accueillir une représentation authentique des forces de la classe prolétarienne. Cela rappelle irrésistiblement la facile prévision qui fut faite à la fin de la réplique à Boukharine : « Je souhaite que le prochain Congrès de l'Internationale Communiste n'ait pas à discuter les résultats de l'action parlementaire, mais plutôt à enregistrer les victoires que la Révolution Communiste aura obtenues dans un grand nombre de pays. Si cela n'est pas possible, je souhaite au camarade Boukharine de pouvoir nous présenter un bilan moins triste du parlementarisme communiste que celui par lequel il a dû commencer aujourd'hui son rapport. »

Nous avons déjà parlé du discours de Lénine. Il montre clairement combien le grand révolutionnaire était fermement convaincu de la possibilité d'envoyer dans les Parlements bourgeois des groupes de députés communistes capables d'affronter les institutions capitalistes non seulement par des discours théoriques, mais par une action offensive, de sabotage, violemment destructrice et qui se serait intégrée à l'action armée des masses (nous avons le droit de penser aujourd'hui que cette prévision n'aurait pu se réaliser même si la révolution avait éclaté dans le bref délai de quelques années, comme Lénine et tous les communistes en étaient alors convaincus). Mais l'expression de sa puissance dialectique que Lénine donnait dans ce discours en contenait assez pour provoquer de

sérieuses inquiétudes, non pas tellement sur ce qu'aurait pu faire l'Internationale dirigée par lui, mais sur les interprétations qui n'auraient pas manqué de se développer en exploitant de sinistre manière les trop larges autorisations à assouplir la tactique qu'il prodiguait.

Lénine dit : « Comment voulez-vous sortir des Parlements quand l'histoire vous enseigne que toute lutte révolutionnaire entre les classes s'y reflète, s'y répercute et s'y développe grâce à l'immense publicité qu'elle y reçoit ? ». Le jeune représentant des Abstentionnistes, atterré par cette phrase de Lénine : « Il faut compter avec les faits et le Parlement est toujours l'arène de la lutte des classes », osa demander à son grand contradicteur si une telle audace dialectique n'introduisait pas le risque de renoncer un jour à la condamnation de toute participation des députés prolétariens aux ministères bourgeois que les marxistes radicaux avaient toujours prononcée.

Il est clair pour nous aujourd'hui que la pensée de Lénine était à cent lieues des développements que le néo-opportunisme a donnés à cette formule en la dénaturant complètement. On vient nous dire maintenant que toute lutte de classe au sein de la population, non seulement se reflète au Parlement, mais peut réellement se développer et trouver sa solution dans les querelles parlementaires. Encore un pas et toutes les thèses initiales, celles de Lénine lui-même, sont reniées et avec elles cette affirmation fondamentale que le passage du pouvoir d'un parti de classe à un autre ne peut historiquement passer par la voie de la démocratie, mais seulement par celle de la révolution. Seuls les traîtres les plus éhontés peuvent insinuer que la pensée de Lénine est conciliable avec cette ignoble affirmation que c'est en somme presque par accident qu'en Russie les Bolcheviks prirent le pouvoir par la guerre civile et que donc, dans d'autres pays, et même dans tous les autres, il suffira d'emprunter cette voie parlementaire et démocratique dont les textes de Lénine, de Boukharine et de Trotsky prononçaient la condamnation historique alors même qu'ils soulignaient la possibilité d'une action à l'intérieur des Parlements pour les partis communistes expressément constitués en vue de l'insurrection.

Dans les congrès ultérieurs, ce désir de concilier des contradictions doctrinales apparentes par une immense force de volonté politique, se développa dangereusement et plus encore lorsqu'un Lénine ne fut plus là pour les résoudre ; ainsi se trouvèrent établies les bases de cette chute catastrophique dans l'opportunisme dont nous avons vécu les différentes phases au cours des dernières décennies.

Cela devient évident aujourd'hui qu'il ne s'agit plus de prévoir théoriquement, mais d'apprécier des faits historiques réels et notre perspective est facilement confirmée par une lecture en profondeur des textes de cette discussion historique de 1920.

# Le Parti Communiste et le parlementarisme

Introduction de Trotsky et Thèses de Boukharine-Lénine  
adoptées par le Congrès

## I. — LA NOUVELLE EPOQUE ET LE NOUVEAU PARLEMENTARISME

L'attitude des partis socialistes à l'égard du parlementarisme consistait à l'origine, à l'époque de la Première Internationale, à utiliser les Parlements bourgeois pour l'agitation. La participation au Parlement était considérée du point de vue du développement de la conscience de classe du prolétariat dans sa lutte contre les classes dominantes.

Sous l'influence de l'évolution politique, et non de la théorie, cette attitude se modifia. Par suite de l'augmentation incessante des forces productives et de l'élargissement du domaine de l'exploitation capitaliste, le capitalisme et, avec lui, les Etats parlementaires acquirent une stabilité durable. De là l'adaptation de la tactique parlementaire des partis socialistes à l'action législative "organique" des Parlements bourgeois et l'importance toujours croissante de la lutte pour l'introduction des réformes dans le cadre du capitalisme, la prédominance du programme minimum des partis socialistes, la transformation du programme maximum en une plate-forme destinée aux discussions sur un "but final" éloigné. Sur cette base se développèrent l'arrivisme parlementaire, la corruption, la trahison ouverte ou camouflée des intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière.

L'attitude de la IIIe Internationale envers le parlementarisme n'est pas déterminée par une nouvelle doctrine, mais par la modification du rôle du Parlement même. A l'époque précédente, le Parlement en tant qu'instrument du capitalisme en voie de développement a, dans un certain sens, travaillé au progrès historique. Mais dans les conditions actuelles, à l'époque du déchainement impérialiste, le Parlement est devenu tout à la fois un instrument de mensonge, de tromperie, de violence et un exaspérant moulin à paroles. Devant les dévastations, les rapines, les violences, les actes de brigandage et les destructions accomplis par l'impérialisme, les réformes parlementaires, dépourvues d'esprit de suite et de stabilité, conçues sans plan d'ensemble, ont perdu toute portée pratique pour les masses laborieuses.

De même que toute la société bourgeoise, le parlementarisme perd de sa stabilité. Le passage de la période organique à la période critique crée une nouvelle base à la tactique du prolétariat dans le domaine parlementaire. C'est ainsi que le parti ouvrier (le parti bolchevique) a posé les bases du parlementarisme révolutionnaire dès la période précédente, la Russie ayant perdu son équilibre politique et social depuis 1905 pour entrer dans une période de tourmentes et de bouleversements.

Lorsque certains socialistes penchant vers le communisme soulignent que l'heure de la révolution n'est pas encore venue dans leurs pays et se refusent à rompre avec les opportunistes parlementaires, consciemment ou non ils se basent sur une perspective de stabilité relative et durable de la société impérialiste et estiment en conséquence qu'une collaboration avec les Turati et les Longuet peut donner des résultats pratiques dans la lutte pour les réformes.

Le communisme doit au contraire prendre pour point de départ l'étude théorique de notre époque (apogée du capitalisme ; tendances à sa propre négation et à sa propre destruction par l'impérialisme ; aggravation continue de la guerre civile, etc.) La forme des relations et des regroupements politiques peut varier selon les pays, mais le fond des choses reste le même partout : il s'agit pour nous de la préparation politique et technique directe de l'insurrection du prolétariat ; de la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois et de l'établissement d'un nouveau pouvoir d'Etat prolétarien

A l'heure actuelle, le Parlement ne peut être en aucun cas, pour les communistes, le théâtre d'une lutte pour des réformes et pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière, comme ce fut le cas dans le passé. Le centre de gravité de la vie politique s'est déplacé en dehors du Parlement, et d'une manière définitive. La bourgeoisie, d'autre part, à cause de ses rapports avec les masses laborieuses et des rapports complexes qui existent au sein de la classe bourgeoise elle-même, est obligée de faire passer, d'une manière ou d'une autre, certaines de ses mesures par le canal du Parlement, où les diverses coterles se disputent le pouvoir, manifestent leur force, trahissent leurs faiblesses, se compromettent, etc..

Aussi la tâche immédiate de la classe prolétarienne est-elle d'arracher ces appareils aux classes dirigeantes, de les briser, de les détruire et de leur substituer les nouveaux organes du pouvoir prolétarien. Par ailleurs, l'état-major de la classe ouvrière a le plus grand intérêt à avoir dans les institutions parlementaires de la bourgeoisie des éclaireurs qui faciliteront son œuvre de destruction.

On voit clairement dès lors la différence essentielle entre la tactique des communistes qui vont au Parlement avec des objectifs révolutionnaires, et celle des parlementaires socialistes. Ceux-ci commencent par reconnaître au régime actuel une certaine stabilité et une durée indéfinie ; ils se donnent pour tâche d'obtenir des réformes par tous les moyens et ont intérêt à ce que chaque conquête des masses soit portée par elles au crédit du parlementarisme socialiste (Turati, Longuet, etc.).

Le vieux parlementarisme capitulaire est remplacé par un parlementarisme nouveau, conçu comme un des instruments de la destruction du parlementarisme en général. Mais les traditions écœurantes de l'ancienne tactique parlementaire rejettent certains éléments révolutionnaires dans le camp des antiparlementaires par principe (les I.W.W., les syndicalistes révolutionnaires, le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne).

Considérant cette situation, le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste présente les thèses suivantes :

## II. — COMMUNISME, LUTTE POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET UTILISATION DES PARLEMENTS BOURGEOIS

1. Le gouvernement parlementaire est devenu la forme « démocratique » de la domination de la bourgeoisie qui, à un certain degré de son développement, a besoin de la fiction d'une représentation populaire. Apparaissant extérieurement comme l'organisation d'une « volonté du peuple » au-dessus des classes, elle n'est en fait qu'un instrument de coercition et d'oppression aux mains du Capital.

2. Le parlementarisme est une forme déterminée de l'Etat. Aussi ne convient-il en aucun cas à la société communiste qui ne connaît ni classes, ni lutte de classe, ni pouvoir gouvernemental d'aucune sorte.

3. Le parlementarisme ne peut pas être non plus la forme du gouvernement « prolétarien » dans la période de transition de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus grave de la

lutte de classe, lorsque celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit inévitablement bâtir sa propre organisation gouvernementale comme une organisation *de combat* dans laquelle les représentants des anciennes classes dominantes ne seront pas admis ; dans cette phase, toute fiction de *volonté populaire* est nuisible au prolétariat ; celui-ci n'a nul besoin de la séparation parlementaire des pouvoirs, qui ne pourrait que lui être néfaste. La République des Soviets est la forme de la dictature du prolétariat.

4. Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles.

5. Il en est de même des institutions municipales de la bourgeoisie, qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes de l'Etat. En réalité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie et doivent donc être détruites et remplacées par des Soviets locaux de députés ouvriers.

6. Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future ; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat ; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements ; il se donne pour but *l'abolition* du parlementarisme. *Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois qu'en vue de leur destruction.* C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée.

## — II —

7. Toute lutte de classe est une lutte politique, car elle est, en fin de compte, une lutte pour le pouvoir. Toute grève qui s'étend à un pays entier devient une menace pour l'Etat

bourgeois et acquiert par là même un caractère politique. S'efforcer de renverser la bourgeoisie et de *détruire* l'Etat bourgeois, c'est soutenir une lutte politique. Créer un appareil *prolétarien de classe*, quel qu'il soit, en vue de gouverner et de réprimer la résistance de la bourgeoisie, c'est conquérir le pouvoir politique.

8. La lutte politique ne se réduit donc nullement à une question d'attitude à l'égard du parlementarisme. Elle embrasse toute la lutte de classe du prolétariat, pour autant que cette lutte cesse d'être locale et partielle et tende au renversement du régime capitaliste en général.

9. La méthode fondamentale de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre son pouvoir d'Etat, est avant tout celle des actions de masse. Ces dernières sont organisées et dirigées par les organisations de masse du prolétariat (syndicats, partis, soviets), sous la conduite générale du Parti communiste, solidement uni, discipliné et centralisé. La guerre civile est une guerre. Dans cette guerre, le prolétariat doit avoir un bon corps politique d'officiers et un état-major politique efficace qui dirige toutes les opérations dans tous les domaines de l'action.

10. La lutte des masses constitue tout un système d'actions en développement continu qui prennent des formes toujours plus dures et conduisent logiquement à l'insurrection contre l'Etat capitaliste. Dans cette lutte de masse appelée à se transformer en guerre civile, le parti dirigeant du prolétariat doit, en règle générale, fortifier toutes ses positions légales, en faire des points d'appui secondaires de son action révolutionnaire et les subordonner au plan de la campagne principale, c'est-à-dire à la lutte des masses.

11. La tribune du Parlement bourgeois est un de ces points d'appui secondaires. On ne peut en aucun cas invoquer contre l'action parlementaire le fait que le Parlement est une institution de l'Etat bourgeois. En effet, le Parti communiste n'y entre pas pour se livrer à une activité organique, mais pour aider les masses, de l'intérieur du Parlement, à *détruire*

par leur action propre la machine d'Etat de la bourgeoisie et le parlement lui-même. (Exemples : l'action de Liebknecht en Allemagne, celle des bolcheviks à la Douma tsariste, à la « Conférence démocratique » et au « Préparlement » de Kérenski, à l'Assemblée Constituante, dans les municipalités ; enfin, l'action des communistes bulgares).

12. Cette action parlementaire, qui consiste essentiellement à utiliser la tribune parlementaire à des fins d'agitation révolutionnaire, à dénoncer les manœuvres de l'adversaire, à grouper autour de certaines idées les masses emprisonnées dans les illusions démocratiques et qui, surtout dans les pays arriérés, tournent encore leurs regards vers la tribune parlementaire, cette action doit être totalement subordonnée aux buts et aux tâches de la lutte extra-parlementaire des masses.

La participation aux campagnes électorales et la propagande révolutionnaire du haut de la tribune parlementaire ont une importance particulière pour la conquête politique des milieux de la classe ouvrière qui, comme les masses laborieuses rurales, sont restés jusqu'ici à l'écart de la vie politique.

13. Les communistes, s'ils obtiennent la majorité dans les municipalités, doivent : a) conduire une opposition révolutionnaire contre le pouvoir bourgeois central ; b) s'efforcer d'aider par tous les moyens la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, création ou tentative de création d'une milice ouvrière armée, etc...) ; c) révéler en toute occasion les obstacles dressés par l'Etat bourgeois à toute réforme radicale ; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique sans craindre le conflit avec le pouvoir bourgeois ; e) dans certaines circonstances, remplacer les municipalités par des soviets de députés ouvriers. Toute l'action des communistes dans les municipalités doit donc s'intégrer à leur activité générale pour le renversement de l'Etat capitaliste.

14. La campagne électorale ne doit jamais être une chasse au plus grand

nombre possible de sièges parlementaires, mais une mobilisation révolutionnaire des masses sur les mots d'ordre de la révolution prolétarienne. La lutte électorale ne doit pas être le fait des seuls dirigeants du Parti, l'ensemble de ses membres doit y prendre part. Tout mouvement des masses doit être utilisé (grèves, manifestations, effervescence dans l'armée et la flotte, etc.) ; on établira avec ce mouvement un contact étroit. Toutes les organisations prolétariennes de masse doivent être mobilisées pour un travail actif.

15. Lorsque ces conditions, ainsi que celles qui sont contenues dans des instructions particulières, sont observées, l'activité parlementaire se trouve en complète opposition avec l'écœurante politiciannerie des partis social-démocrates de tous les pays, dont les députés vont au Parlement pour soutenir cette « institution démocratique » ou, dans le meilleur des cas, pour la « conquérir ». Le Parti communiste ne peut admettre que l'utilisation exclusivement révolutionnaire du parlementarisme, à la manière de Karl Liebknecht, de Hoeglund et des Bolcheviks.

### — III —

16. L' "antiparlementarisme" de principe, conçu comme le refus absolu et catégorique de participer aux élections et à l'action parlementaire révolutionnaire, n'est donc qu'une doctrine infantile et naïve ne résistant pas à la critique. Résultant parfois d'une saine aversion pour les politiciens parlementaires, elle ne reconnaît pas, par contre, la possibilité du parlementarisme révolutionnaire. De plus, cette doctrine est souvent liée à une conception tout à fait erronée du rôle du Parti, qu'on ne considère pas comme l'avant-garde ouvrière organisée pour la lutte d'une manière centralisée, mais comme un système décentralisé de groupes mal reliés entre eux.

17. D'un autre côté, admettre en principe l'action parlementaire révolutionnaire n'implique nullement que l'on doive participer effectivement en toutes circonstances à des élections et à des assemblées

parlementaires données. Tout dépend ici d'une série de conditions spécifiques. La sortie des communistes du Parlement peut devenir nécessaire à un moment donné. C'était le cas lorsque les bolcheviks se retirèrent du Préparation de Kérenski afin de le torpiller, de le paralyser et de lui opposer brutalement le Soviet de Pétrograd avant de prendre la tête de l'insurrection ; c'était également le cas lorsqu'ils décidèrent la dissolution de la Constituante, déplaçant ainsi le centre de gravité des événements politiques vers le IIIème Congrès des Soviets. En d'autres circonstances, le boycottage des élections et l'anéantissement immédiat, par la force, de tout l'appareil d'Etat et de la clique parlementaire bourgeoise, peut s'imposer ; ou encore la participation aux élections combinée au boycottage du Parlement même, etc...

18. En conséquence, tout en reconnaissant la nécessité de participer, en règle générale, aux élections parlementaires et municipales et de travailler dans les Parlements et les municipalités, le Parti communiste doit trancher la question selon les cas concrets, en partant des particularités spécifiques de la situation. Le boycottage des élections ou du Parlement, de même que la sortie du Par-

lement, sont surtout admissibles en présence de conditions permettant le passage immédiat à la lutte armée pour la conquête du pouvoir.

19. — Il est indispensable d'avoir constamment en vue le caractère relativement secondaire de cette question. Le centre de gravité étant dans la lutte *extra-parlementaire* pour le pouvoir politique, il va de soi que la question générale de la dictature du prolétariat et de la lutte *des masses* pour cette dictature ne peut être mise sur le même plan que la question particulière de l'utilisation du parlementarisme.

20. C'est pourquoi l'Internationale Communiste affirme de la façon la plus catégorique qu'elle considère comme une faute grave envers le mouvement ouvrier toute scission ou tentative de scission provoquée au sein du Parti communiste par cette question et uniquement par cette question. Le Congrès invite tous les partisans de la lutte de masse pour la dictature du prolétariat sous la direction d'un parti centralisé influençant toutes les organisations de masse du prolétariat, à réaliser l'unité complète des éléments communistes, en dépit des divergences de vues possibles quant à l'utilisation des Parlements bourgeois.

## DISCOURS DU REPRESENTANT DE LA FRACTION ABSTENTIONNISTE ITALIENNE

Camarades !

La fraction de gauche du Parti Socialiste Italien est antiparlementaire pour des raisons qui ne regardent pas seulement l'Italie, mais ont un caractère général.

S'agit-il ici d'une discussion de principe ? Certainement pas. En principe, nous sommes tous antiparlementaires parce que nous répudions le parlementarisme comme moyen d'émancipation du prolétariat et comme forme politique de l'Etat prolétarien.

Les anarchistes sont antiparlementaires par principe, parce qu'ils se déclarent contre toute délégation de pouvoir d'un individu à un autre ; les syndicalistes adversaires de l'action politique du Parti et concevant d'une façon toute différente le processus de l'émancipation prolétarienne le sont également. Quant à nous, notre antiparlementarisme se rattache à la critique marxiste de la démocratie bourgeoise. Je ne répéterai pas ici les arguments du communisme critique démasquant le mensonge bourgeois de l'égalité politique placée au-dessus de l'égalité économique et de la lutte de classe.

Notre conception part de l'idée d'un processus historique au cours duquel la lutte de classe se termine par la libération du prolétariat après une lutte violente, soutenue pour la dictature prolétarienne. Exposée dans le Manifeste des Communistes, elle a trouvé dans la révolution russe sa première réalisation historique. Une longue période s'est écoulée entre ces deux faits, et le développement du monde capitaliste, dans cette période, a été très complexe.

Le mouvement marxiste a dégénéré en mouvement social-démocrate et a créé un terrain d'action commun aux petits intérêts corporatifs de certains groupes ouvriers et à la démocratie bourgeoise.

Cette dégénérescence s'est manifestée simultanément dans les syndicats et dans les Partis socialistes. On oublia presque complètement la tâche marxiste du parti de classe qui aurait dû parler au nom de la classe ouvrière dans son ensemble et la rappeler à sa tâche historique révolutionnaire ; il se créa une idéologie tout à fait différente, qui écartait la violence et abandonnait la dictature du prolétariat pour lui substituer l'illusion d'une transformation sociale pacifique et démocratique. La Révolution russe a confirmé d'une manière évidente la théorie marxiste en démontrant la nécessité d'employer la méthode de la lutte violente et d'instituer la dictature du prolétariat. Mais les conditions historiques dans lesquelles la Révolution Russe s'est développée ne ressemblent pas aux conditions dans lesquelles la Révolution prolétarienne se développera dans les pays démocratiques de l'Europe occidentale et de l'Amérique. La situation russe rappelle plutôt celle de l'Allemagne de 1849 parce qu'il s'y est déroulé deux révolutions, l'une après l'autre : la Révolution démocratique et la Révolution prolétarienne. L'expérience tactique de la Révolution russe ne peut donc être transportée intégralement dans les autres pays, où la démocratie bourgeoise fonctionne depuis longtemps et où la crise révolutionnaire ne sera que le passage direct de ce régime politique à la dictature du prolétariat.

L'importance marxiste de la Révolution russe est que sa phase finale (dissolution de l'Assemblée Constituante et prise du pouvoir par les Sovjets) ne pouvait être comprise et défendue que sur la base du marxisme et donnait vie au développement d'un nouveau mouvement international : celui de l'Internationale Communiste, qui rompa définitivement les ponts avec la social-démocratie, honteusement faillie durant la guerre. Pour l'Europe occidentale, le problème révolutionnaire impose avant tout la nécessité de sortir des limites de la démocratie bourgeoise, de démontrer que l'affirmation bourgeoise selon laquelle toute lutte politique doit se dérouler dans le cadre du mécanisme parlementaire est mensongère et que la lutte doit être portée sur un nouveau terrain, celui de l'action directe, révolutionnaire, pour la conquête du pouvoir. Il faut une nouvelle organisation technique du Parti, c'est-à-dire une organisation historiquement nouvelle. Cette nouvelle organisation historique est réalisée par le Parti Communiste qui, comme le précisent les thèses du Comité Exécutif sur les tâches du Parti, est suscité par l'époque des luttes directes en vue de la dictature du prolétariat (Thèse n° 4).

La première machine bourgeoise qu'il faut maintenant détruire avant de passer à l'édification économique du Communisme, avant même de construire le nouveau mécanisme de l'Etat Prolétarien qui doit remplacer l'appareil gouvernemental, c'est le Parlement.

La démocratie bourgeoise agit parmi les masses comme un moyen de défense indirecte, alors que l'appareil exécutif de l'Etat est prêt à faire usage des moyens violents et directs dès que les dernières tentatives pour attirer le prolétariat sur le terrain démocratique auront échoué. Il est donc d'une importance capitale de démasquer ce jeu de la bourgeoisie, de démontrer aux masses toute la duplicité du parlementarisme bourgeois. La pratique des Partis Socialistes traditionnels

avait, déjà avant la guerre mondiale, déterminé une révision et une réaction antiparlementaire dans les rangs du prolétariat : la réaction anarcho-syndicaliste, qui n'a toute valeur à l'action politique pour concentrer l'activité du prolétariat sur le terrain des organisations économiques, répandant la fausse idée qu'il ne peut exister d'action politique hors de l'activité électorale et parlementaire.

Il n'est pas moins nécessaire de réagir contre cette illusion que contre l'illusion social-démocrate ; cette conception est en effet bien éloignée de la vraie méthode révolutionnaire et mène le prolétariat sur une fausse voie au cours de sa lutte pour l'émancipation.

La plus grande clarté est indispensable dans la propagande : il faut donner aux masses des mots d'ordre simples et efficaces. Partant des principes marxistes, nous proposons donc que l'agitation pour la dictature du prolétariat, dans les pays où le régime démocratique est depuis longtemps développé, se base sur le boycottage des élections et des organes démocratiques bourgeois. La grande importance que l'on donne en pratique à l'action électorale comporte un double danger : d'une part, elle donne l'impression que telle est l'action essentielle ; d'autre part, elle absorbe toutes les ressources du Parti et entraîne l'abandon presque complet de l'action de préparation dans les autres domaines du mouvement.

Les social-démocrates ne sont pas les seuls à accorder une grande importance aux élections : même les thèses proposées par le C.E. nous disent qu'il est utile de se servir, dans les campagnes électorales, de tous les moyens d'agitation (Thèse n° 15). L'organisation du Parti qui exerce l'activité électorale revêt un caractère tout à fait particulier qui contraste violemment avec celui que nécessite l'action révolutionnaire légale et illégale.

Le Parti devient un engrenage de comités électoraux qui se charge seulement de la préparation et de la mobilisation des électeurs. Et lorsqu'il s'agit d'un vieux parti social-démocrate qui passe au mouvement communiste, c'est un grand danger que de poursuivre l'action parlementaire comme on la pratiquait déjà avant. Il y a de nombreux exemples de cette situation.

Pour ce qui concerne les thèses présentées et soutenues par les rapporteurs (1), je ferai observer qu'elles sont précédées d'une introduction historique avec la première partie de laquelle je suis presque entièrement d'accord. Il y est dit que la Première Internationale se servait du parlementarisme à des fins d'agitation, de propagande et de critique. Plus tard, dans la Seconde Internationale, se manifesta l'action corruptrice du parlementarisme qui conduisait au réformisme et à la collaboration de classe. L'introduction en conclut qu'avec la Troisième Internationale on doit revenir à la tactique parlementaire de la Première, afin de détruire le parlementarisme *de l'intérieur*. Mais la Troisième Internationale, si elle accepte la même doctrine que la Première, doit utiliser, étant donné la grande différence des conditions historiques, une tout autre tactique et ne pas participer à la démocratie bourgeoise.

Ainsi, dans les thèses qui suivent, il y a une première partie qui n'est pas du tout en contradiction avec les idées que je défends. C'est seulement lorsqu'on parle de l'utilisation de la campagne électorale et de la tribune parlementaire pour l'action des masses que commence la divergence.

Nous ne rejetons pas le parlementarisme parce qu'il s'agit d'un moyen légal. On ne peut en proposer l'emploi au même titre que la presse, la liberté de réu-

---

(1) Il s'agit des Thèses Boukharine-Lénine intitulées « Communisme, lutte pour la dictature du prolétariat et utilisation des parlements bourgeois » et qui furent adoptées par le II<sup>e</sup> Congrès de l'I.C.

nion, etc. Ici il s'agit de moyens d'action, là d'une institution bourgeoise qui doit être remplacée par les institutions prolétariennes des Conseils Ouvriers. Nous ne pensons pas du tout ne pas faire usage après la révolution de la presse, de la propagande, etc. ; mais nous comptons briser l'appareil parlementaire et le remplacer par la dictature du prolétariat.

Nous ne soutenons pas davantage l'argumentation habituelle contre les « chefs ». On ne peut se passer de chefs. Nous savons fort bien, et nous l'avons toujours dit aux anarchistes dès avant la guerre, qu'il n'est pas suffisant de renoncer au parlementarisme pour se passer des chefs. On aura toujours besoin de propagandistes, de journalistes, etc. Il faut à la Révolution un Parti centralisé qui dirige l'action prolétarienne et il est évident qu'à ce Parti il faut des leaders. Mais la fonction de ces chefs n'a rien de commun avec la pratique social-démocrate traditionnelle. Le Parti dirige l'action prolétarienne en ce sens qu'il prend sur lui tout le travail dangereux et qui exige les plus grands sacrifices. Les chefs du Parti ne sont pas seulement les chefs de la Révolution victorieuse. Ce sont eux qui, en cas de défaite, tomberont les premiers sous les coups de l'ennemi. Leur situation est tout à fait différente de celle des chefs parlementaires qui prennent les places les plus avantageuses dans la société bourgeoise.

On nous dit : de la tribune parlementaire on peut faire de la propagande. Je répondrai à cela avec un argument tout à fait... infantile. Ce que l'on dit à la tribune parlementaire est répété par la presse. S'il s'agit de notre presse, alors il est inutile de passer par la tribune pour devoir ensuite imprimer ce que l'on a dit. Les exemples donnés par les rapporteurs ne touchent pas notre thèse. Liebknecht a agi au Reichstag à une époque où nous reconnaissons la possibilité de l'action parlementaire d'autant plus qu'il s'agissait, non pas de sanctionner le parlementarisme, mais de se consacrer à la critique du pouvoir bourgeois. Si par ailleurs on mettait dans un plateau de la balance, Liebknecht, Hoeglund et les autres cas peu nombreux d'action révolutionnaire au parlement, et du côté opposé toute la série de trahisons des social-démocrates, le bilan serait très défavorable au « parlementarisme révolutionnaire ». La question des bolcheviks dans la Douma, dans le Parlement de Kérénsky, dans l'Assemblée Constituante, ne se pose pas du tout dans les conditions où nous posons l'abandon de la tactique parlementaire, et je ne reviendrai pas ici sur la différence entre le développement de la Révolution russe et le développement que présenteront les révolutions dans les autres pays bourgeois.

Je n'accepte pas plus l'idée de la conquête électorale des institutions communales bourgeoises. Il y a là un problème très important qui ne doit pas être passé sous silence. Je pense profiter des campagnes électorales pour l'agitation et la propagande de la Révolution Communiste, mais cette agitation sera beaucoup plus efficace si nous soutenons devant les masses le boycottage des élections bourgeoises.

\*\*

Et maintenant deux mots sur les arguments présentés par le camarade Lénine dans la brochure sur le « Communisme de gauche ». Je crois que l'on ne peut pas juger notre tactique antiparlementaire de la même manière que celle qui préconise la sortie des syndicats. Le syndicat, même lorsqu'il est corrompu est toujours un centre ouvrier. Sortir du syndicat social-démocrate correspond à la conception de certains syndicalistes qui voudraient constituer des organes de lutte révolutionnaire de type non politique, mais syndical. Du point de vue marxiste, c'est une erreur qui n'a rien de commun avec les arguments sur lesquels s'appuie notre antiparlementarisme. Les thèses du rapporteur déclarent du

reste que la question parlementaire est secondaire pour le mouvement communiste : celle des syndicats ne l'est pas.

Je crois que de l'opposition à l'action parlementaire, on ne doit pas déduire un jugement décisif sur des camarades ou des Partis communistes. Le camarade Lénine, dans son intéressante étude, expose la tactique communiste en défendant une action très souple, correspondant fort bien à l'analyse attentive et rigoureuse du monde bourgeois, et propose d'appliquer à cette analyse dans les pays capitalistes les données de l'expérience de la Révolution russe. Il soutient aussi la nécessité de tenir le plus grand compte des différences entre les divers pays. Je ne discuterai pas ici cette méthode. Je ferai seulement observer qu'un mouvement marxiste dans les pays démocratiques occidentaux exige une tactique beaucoup plus directe que celle qui a été nécessaire à la Révolution russe.

Le camarade Lénine nous accuse de vouloir écarter le problème de l'action communiste au Parlement parce que sa solution apparaît trop difficile et de préconiser la tactique antiparlementaire parce qu'elle implique un effort moindre. Nous sommes parfaitement d'accord que les tâches de la Révolution prolétarienne sont très complexes et très ardues. Mais nous sommes parfaitement convaincus qu'après avoir résolu, comme on nous le propose, le problème de l'action parlementaire, les autres problèmes, beaucoup plus importants, nous resteront sur les bras et leur solution ne sera certes pas aussi facile. C'est justement pour cette raison que nous proposons de consacrer la plus grande partie des efforts du Parti Communiste sur un terrain d'action bien plus important que celui du Parlement. Et non pas parce que les difficultés nous épouvantent. Nous observons seulement que les parlementaires opportunistes qui adoptent une tactique d'application plus commode n'en sont pas moins complètement absorbés dans leur action par l'activité parlementaire et nous concluons que pour résoudre le problème du parlementarisme communiste selon les thèses du rapporteur (en admettant cette solution), il faut des efforts décuplés et il restera moins de ressources et d'énergies au mouvement pour l'action révolutionnaire.

\*\*\*

Dans l'évolution du monde bourgeois les étapes que l'on doit nécessairement parcourir, même après la Révolution, dans le passage économique du capitalisme au communisme, ne se transposent pas sur le terrain politique. Le passage du pouvoir des exploités aux exploités porte avec lui le changement instantané de l'appareil représentatif. Le parlementarisme bourgeois doit être remplacé par le système des Conseils Ouvriers.

Ce vieux masque qui tend à cacher la lutte de classe doit donc être arraché pour que l'on puisse passer à l'action directe et révolutionnaire. C'est ainsi que nous résumons notre point de vue sur le parlementarisme, point de vue qui se rattache entièrement à la méthode révolutionnaire marxiste. Je peux conclure par une considération qui nous est commune avec le camarade Boukharine. Cette question ne peut et ne doit donner lieu à une scission dans le mouvement communiste. Si l'Internationale Communiste décide de prendre sur elle la création d'un parlementarisme communiste, nous nous soumettrons à sa résolution.

Nous ne croyons pas que l'on réussisse, mais nous déclarons que nous ne ferons rien pour faire échouer cette œuvre. Je souhaite que le prochain Congrès de l'Internationale Communiste n'ait pas à discuter les résultats de l'action parlementaire, mais plutôt à enregistrer les victoires que la Révolution communiste aura obtenues dans un grand nombre de pays. Si cela n'est pas possible, je souhaite au camarade Boukharine de pouvoir nous présenter un bilan moins triste du parlementarisme communiste que celui par lequel il a dû commencer aujourd'hui son rapport.

THESES SUR LE PARLEMENTARISME PRESENTEES  
PAR LA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE  
DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

1

Le Parlement est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste. La critique de principe que font les communistes marxistes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général démontre que le droit de vote ne peut empêcher que tout l'appareil gouvernemental de l'Etat ne constitue le comité de défense des intérêts de la classe capitaliste dominante. En outre, bien que ce droit soit accordé à tous les citoyens de toutes les classes sociales dans les élections aux organes représentatifs de l'Etat, ce dernier ne s'en organise pas moins en instrument historique de la lutte bourgeoise contre la révolution prolétarienne.

2

Les communistes nient carrément que la classe ouvrière puisse conquérir le pouvoir en obtenant la majorité parlementaire. Seule la lutte révolutionnaire armée lui permettra d'atteindre ses objectifs. La conquête du pouvoir par le prolétariat, point de départ de l'œuvre de construction économique communiste, implique la suppression violente et immédiate des organes démocratiques qui seront remplacés par les organes du pouvoir prolétarien : les Conseils ouvriers. La classe des exploiteurs étant ainsi privée de tout droit politique, le système de gouvernement et de représentation de classe, la dictature du prolétariat, pourra se réaliser. La suppression du parlementarisme est donc un but historique du mouvement communiste. Nous disons plus : la première forme de la société bourgeoise qui doit être renversée, avant la propriété capitaliste et avant la machine bureaucratique et gouvernementale elle-même, c'est précisément la démocratie représentative.

3

Ceci vaut également pour les institutions municipales et communales de la bourgeoisie qu'il est faux du point de vue théorique d'opposer aux organes de gouvernement, leur appareil étant en fait identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie. Le prolétariat révolutionnaire doit également les détruire et les remplacer par les Soviets locaux de députés ouvriers.

4

Alors que l'appareil exécutif, militaire et politique de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie constitue un moyen de défense indirecte en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation à travers un processus pacifique et que la forme de l'Etat prolétarien peut être aussi parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses prolétariennes a été la corruption du mouvement socialiste de la Deuxième Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action.

5

Actuellement, la tâche des communistes dans leur œuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant tout de libérer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés répandus dans ses rangs avec la complicité des vieux leaders social-démocrates qui le détournent de son chemin historique. Dans les pays où le régime démocratique existe déjà depuis longtemps et s'est profondément ancré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité tout comme dans celle des partis social-démocrates traditionnels,

cette tâche revêt une importance particulière et vient au premier rang des problèmes de la préparation révolutionnaire.

6

Dans la période où la conquête du pouvoir ne se présentait pas comme une possibilité proche pour le mouvement international du prolétariat et où ne se posait pas non plus le problème de sa préparation directe à la dictature, la participation aux élections et à l'activité parlementaire pouvait encore offrir des possibilités de propagande, d'agitation, de critique. D'autre part, dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et crée des institutions nouvelles, l'intervention des communistes dans les organes représentatifs en formation peut offrir la possibilité d'influer sur le développement des événements pour que la révolution aille jusqu'à la victoire du prolétariat.

7

Dans la période historique actuelle (ouverte par la fin de la guerre mondiale avec ses conséquences sur l'organisation sociale bourgeoise ; par la révolution russe, première réalisation de la conquête du pouvoir par le prolétariat, et par la constitution de la nouvelle Internationale en opposition au social-démocratie des traîtres) et dans les pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation, il n'existe plus, au contraire, aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'œuvre révolutionnaire des communistes, et la clarté de la propagande non moins que la préparation efficace de la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections par les ouvriers.

8

Dans ces conditions historiques, le problème central étant devenu la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, toute l'activité po-

litique du parti de classe doit être consacrée à ce but direct. Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut que tout heurt entre les partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers les élections et les débats parlementaires, et on ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter — côte à côte avec les membres de la classe adverse —, sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que ses exploités.

9

La dangereuse conception qui réduit toute action politique à des luttes électorales et à l'activité parlementaire n'a été que trop répandue par la pratique ultra-parlementaire des partis socialistes traditionnels. D'autre part, le dégoût du prolétariat pour cette pratique de trahison a préparé un terrain favorable aux erreurs des syndicalistes et des anarchistes qui dénie toute valeur à l'action politique et aux fonctions du parti. C'est pour cela que les partis communistes n'obtiendront jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient pas leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les Conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise.

10

La très grande importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période fort longue le parti lui consacre toutes ses forces et toutes ses ressources, hommes, presse, moyens économiques, concourt, d'un côté, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer la sensation que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et, de l'autre, provoque l'abandon presque complet du travail d'organisation et

de préparation révolutionnaire, donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal.

### 11

Pour les partis qui, par décision de la majorité, sont passés à la III<sup>e</sup> Internationale, le fait de continuer l'action électorale interdit la sélection nécessaire des éléments social-démocrates sans l'élimination desquels la III<sup>e</sup> Internationale manquera à sa tâche historique et ne sera pas l'armée disciplinée et homogène de la révolution mondiale.

### 12

La nature même des débats au parlement et autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer à la critique de la politique des partis adverses, à une propagande contre le principe même du parlementarisme, à une action qui dé-

passe les limites du règlement parlementaire. De la même manière il est impossible d'obtenir le mandat qui donne le droit à la parole si l'on refuse de se soumettre à toutes les formalités établies par la procédure électorale. Le succès de l'escrime parlementaire ne sera que fonction de l'habileté à manœuvrer l'arme commune des principes sur lesquels se fonde l'institution elle-même et des astuces du règlement ; de même, le succès de la campagne électorale se jugera toujours et uniquement sur le nombre de voix ou de mandats obtenus.

Tous les efforts des partis communistes pour donner un caractère tout à fait différent à la pratique du parlementarisme ne pourront pas ne pas conduire à l'échec les énergies dépensées dans ce travail de Sisyphe et que la cause de la révolution communiste appelle sans retard sur le terrain de l'attaque directe du régime de l'exploitation capitaliste.

# Le mouvement social en Chine (V)

Nous avons vu dans l'article précédent (P.C. N° 31) comment l'impérialisme européen a tiré la Chine de son isolement pour la jeter dans les contradictions et les crises de l'histoire moderne. Processus ni "pacifique", ni "harmonieux", ni même purement "national". Rappelons-en les principales phases :

— 1840-1860, "ouverture" du marché chinois par les manufacturiers anglais à la recherche de nouveaux débouchés ; la politique de la canonnière et du trafic d'opium trouve sa réplique dans la révolte des Taïpings incapable toutefois de se transformer en une révolution bourgeoise ;

— 1860-1880, apogée de la libre concurrence en Europe et naissance des premiers cartels (surtout après la crise de 1873) ; parallèlement se développe en Chine une bourgeoisie compradore rêvant d'instaurer un capitalisme d'Etat à l'ombre de la dynastie mandchoue ;

— 1880-1914, les monopoles dominent l'ensemble de la vie économique, les grandes puissances achèvent le partage colonial, le capitalisme atteint sa phase impérialiste ; en Chine, celle-ci est marquée par la guerre sino-japonaise qui inaugure la politique d'exportation des capitaux et du partage en sphères d'influence.

— La première guerre mondiale a vu en Asie un recul de la domination européenne contrebalancé par un certain développement du capitalisme national et surtout par une entrée en force d'impérialismes plus jeunes : Japon et U.S.A.

## Petit historique du réformisme anti-impérialiste

Nous avons montré par l'analyse économique comment la Chine est devenue la "colonie de tout le monde" lorsque le capitalisme mondial est passé à sa phase impérialiste substituant à l'exportation des marchandises industrielles celle des capitaux. Avec la première guerre mondiale et la faillite du vieux système colonial européen, l'idée naquit d'une "internationalisation des colonies" qui permettrait leur exploitation en commun par le capital financier des grandes puissances : Cette conception défendue par K. Kautsky et contenue dans les propositions de paix du président Wilson, servit en fait de drapeau à l'impérialisme américain à la conquête des vieux marchés coloniaux. Souvent partagée par la bourgeoisie nationale des pays arriérés en lutte pour leur indépendance ou à la recherche de capitaux pour leur industrialisation, cette conception est au centre de l'opportuniste actuel, aussi bien chinois que russe. Qu'il se veuille "ultra" — ou "anti-impérialiste", ce "kautskisme" doit être dénoncé en bloc, comme un seul et même système reniant les objectifs et les méthodes spécifiques de la lutte de classe prolétarienne, et faisant l'apologie d'un développement "harmonieux" et sans crise de la société bourgeoise.

Au lieu de faire ici un historique des conflits inter-impérialistes en Chine depuis la "paix" de Versailles jusqu'à la victoire de Mao Tsé-toung, nous avons préféré souligner la profonde **unité idéologique de l' "ultra-impérialisme"** bourgeois. Le lecteur voudra bien se rappeler seulement que si la Chine a été la première à faire naître chez les grandes puissances les projets d'investissements "concertés" et autres banques internationales tellement en vogue de nos jours, elle a aussi donné l'exemple de la faillite de tous ces "plans de développement". Pour une grande part, les rivalités impérialistes sont à l'origine de l'anarchie politique et des luttes intestines qui ont déchiré le pays entre les deux guerres. Situation analogue à celle de l'Afrique Noire aujourd'hui.

## AUX SOURCES DE L' "ULTRA-IMPERIALISME" :

### J.A. HOBSON ET LA CHINE

Bien avant Kautsky et nos modernes khrouchtchéviens, un économiste libéral anglais, J.A. Hobson, avait formulé la "théorie" selon laquelle le capital financier des principales puissances impérialistes devrait pouvoir s'unir à l'échelle internationale pour une exploitation "pacifique" des colonies. Cette idée a trouvé depuis d'innombrables développements, tant théoriques que pratiques, mais il n'en est jamais sorti la paix entre les nations et le progrès social dont rêvent jour et nuit les démocrates petits bourgeois.

L'idée de J.A. Hobson avait d'ailleurs une portée plus limitée. Dans son livre de 1902 sur "l'impérialisme" il déclarait : "Pendant que la classe ouvrière discutait sur la collaboration des travailleurs, le capital réalisait déjà la collaboration internationale. C'est pourquoi, dans la mesure où cela concerne les grands intérêts financiers et commerciaux, il est très probable que la future génération sera le témoin d'**une si puissante unification du capital international que les guerres entre pays occidentaux deviendront presque impossibles**". Pour être fausse, cette "théorie" n'en avait pas moins une supériorité sur ses versions plus récentes et mille fois démenties par les faits : elle se fondait sur une communauté d'intérêts matériels du capitalisme mondial et sur l'enchevêtrement inextricable des rapports économiques entre les Etats. Tout en reflétant les mêmes intérêts et les mêmes liens tissés par le marché mondial, la fable khrouchtchévienne selon laquelle les guerres peuvent être évitées dans le système actuel est tombée à un niveau beaucoup plus bas, celui de l'idéologie. Pour tout argument, on se contente de faire appel à "l'équilibre des forces" et aux jérémiades des petits bourgeois pacifistes.

S'il aspirait à une paix européenne (qui n'excluait pas d'ailleurs des guerres coloniales "civilisatrices") J.A. Hobson a su ramener cette perspective à de plus justes proportions : "la situation est trop complexe, écrit-il, le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter, pour rendre "très probable" telle ou telle interprétation à sens unique de l'avenir. Mais les influences qui régissent l'impérialisme de l'Europe occidentale, à l'heure actuelle, vont dans cette direction ; et, si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, **elles travailleront dans le sens d'un achèvement de ce processus**".

On le voit, Hobson définit seulement une tendance du capital financier et admet de plus l'action des forces contraires qui résident pour nous dans l'explosion d'antagonismes économiques et sociaux inhérents au mode de production capitaliste. C'est pourquoi Lénine (voir "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" et les "Cahiers sur l'impérialisme" dont nous tirons les extraits du livre de Hobson) ajoute ce commentaire : il ne fallait pas dire "théorie" mais "perspectives". Une "théorie de l'ultra-impérialisme", poursuit-il, n'aurait pas plus de sens qu'une "théorie de l'ultra-agriculture" déduite de l'alimentation par pilules ou de la culture en laboratoire. Comme "théorie", l'ultra-impérialisme est une sottise et ne peut être qu'une apologie : celle d'un progrès indéfini et pacifique du capitalisme. Hobson ne cherche pas à faire cette apologie. En bon libéral bourgeois, il se borne à observer les derniers développements du capitalisme tels qu'ils se présentent au début du XX<sup>e</sup> siècle. Et par là, malgré son esprit de philistin apeuré par les conséquences qu'il peut entrevoir, il se montre bien supérieur à Kautsky et à ses modernes disciples.

Mais Hobson a d'autres mérites. Tout en envisageant les "Etats-Unis d'Europe" pour une exploitation commune de l'Asie, il se rend bien compte que là commencera le "véritable drame" : "Malgré l'égoïsme et l'avidité de la politique actuelle (Notez cette caractéristique de tout "l'anti-impérialisme" petit-bourgeois : les "mauvais côtés" de la domination du capital financier lui apparaissent comme le fait purement occasionnel de "cliques" intéressées et "avidés" !), le véritable drame commencera lorsque les forces du capitalisme international représentant la culture d'un monde chrétien unifié seront utilisées pour l'assimilation pacifique de la Chine. C'est alors que surgira le "péril jaune"...

Et l'économiste anglais ne s'embarrasse pas de considérations raciales ou démographiques. Il ne nous présente pas ce péril comme la guerre des ventres creux contre les ventres pleins à la manière de nos petits bourgeois qui se croient "révolutionnaires" en désignant la faim comme la plus grave menace à la "paix" du monde, à la "justice sociale" et à la... tranquillité de leur conscience. Il ne s'inquiète pas plus d'un "socialisme" de village qui viendrait du fond de l'Asie inspirer le prolétariat européen. Pour J.A. Hobson, le "péril jaune", c'est la concurrence d'une Chine bourgeoise "renversant l'ancien mouvement des capitaux" et soumettant l'Europe à son contrôle économique : "Il n'y a rien d'impossible à ce que la Chine rende la monnaie de leur pièce aux pays industriels d'Occident et, **utilisant leur organisation et leurs capitaux ou, ce qui est plus vraisemblable, leur substituant les siens, elle inonde leurs marchés des produits de son industrie...**" Et le démocrate anglais épouvanté par une telle perspective s'écrie : "C'est alors seulement que nous comprendrons tous les risques et toute la folie de cette entreprise, la plus grandiose, la plus révolutionnaire de toute l'histoire humaine".

Faut-il décerner à J.A. Hobson un brevet de marxisme à la mode pékinoise ? Avoir trouvé comme limites à l'"ultra-impérialisme" blanc le développement d'une Chine moderne et puissante, avoir jugé comme "plus vraisemblable" la solution qui consiste, pour l'"anti-impérialisme" jaune,

à substituer ses propres capitaux à ceux de l'Occident, c'est aujourd'hui assez pour mériter le nom de "marxiste". Mais Hobson serait bien étonné de voir baptiser "socialiste" le programme de "guerre économique" que la Chine vient à peine de lancer contre les vieux impérialismes. "Rendre la monnaie de leur pièce" aux Occidentaux, "utiliser leur organisation et leurs capitaux" ou mieux "leur substituer les siens", c'est marcher sur la voie de leur développement capitaliste qui, malgré "tous les risques et toute la folie de cette entreprise", se présente au vieux libéral Hobson, aussi bien qu'au "socialisme" risqué des maoïstes, comme "la plus grandiose" et "la plus révolutionnaire de toute l'histoire humaine". Ainsi l'impérialisme engendre le capitalisme jaune, le capitalisme jaune menace l'impérialisme blanc et cet enchaînement de crises et de révolutions bourgeoises apparaît naturellement aux idéologues de la bourgeoisie, depuis J.A. Hobson jusqu'à Mao Tsé-toung, comme l'œuvre "la plus grandiose", "la plus révolutionnaire" et surtout **la plus définitive** de l'histoire.

Rendons à Hobson ce qui lui revient. Devant les menaces (encore toutes verbales et potentielles) du concurrent chinois l'impérialisme russo-américain d'aujourd'hui conçoit les mêmes craintes que le vieux libéral anglais. Et "l'assimilation pacifique" s'est transformée en un boycottage économique et politique de la Chine pour retarder l'heure de son entrée en lice. On ne saurait cependant reprocher à Hobson d'avoir sous-estimé le rôle réactionnaire de l'impérialisme. Sa perspicacité l'a conduit à penser que si les impérialistes réussissaient à "s'entendre", ce ne serait pas pour le "développement" de la Chine, mais pour son pillage et son démembrement : "S'il est inutile, déclare-t-il, d'attendre de la Chine qu'elle se pénètre d'un **patriotisme** qui lui donnera la force de chasser les exploitateurs occidentaux, cela signifie qu'elle est vouée à une **décomposition** qu'il sera plus juste de définir comme "démembrement" de la Chine, plutôt que comme son "développement"...

Telles sont donc les conclusions auxquelles est arrivé J.A. Hobson :

1) L'association du capital financier et les formes politiques qui en dérivent ("Etats-Unis d'Europe", "Société des Nations", etc.) représentent "le développement le plus légitime des tendances actuelles et donneraient les plus grands espoirs de paix durable sur la base de l'inter-impérialisme".

2) Cette tendance ne saurait manquer de développer en Asie de nouveaux foyers de capitalisme, car "l'histoire de l'impérialisme, à la différence du colonialisme, illustre la tendance à forcer les indigènes à exploiter leurs terres à notre profit" ; et peut-être alors, dit le philistin anglais, "les peuples occidentaux comprendront-ils qu'ils ont permis à un petit groupe de spéculateurs de les entraîner dans un impérialisme où tous les frais et tous les dangers de cette politique aventuriste seront cent fois accrus".

3) Mais devant "l'égoïsme" et "l'avidité" de ces "spéculateurs" menaçant de dépecer la Chine, seul le "patriotisme", c'est-à-dire l'essor d'un mouvement national-révolutionnaire, pourra sauver le pays du démembrement et lui ouvrir la voie d'un véritable développement capitaliste

## SUN YAT-SEN "REFUTE" MARX...

Si nous avons cité si longuement l'étude de Hobson, c'est afin de montrer tout ce qu'un bon libéral anglais peut dire et comprendre en matière d'impérialisme et d'anti-impérialisme, sans se fourvoyer sur le terrain du marxisme révolutionnaire. Il en résulte un mélange, nullement paradoxal, de maoïsme et de khrouchtchévisme. Tant il est vrai que la ligne de démarcation idéologique entre la Chine et la Russie n'est pas une ligne politique de classe mais une simple frontière nationale pour défendre la cause du "patriotisme" chinois, point n'est besoin d'aller chercher Lénine, ni de lancer des invectives contre le "kautskisme" russe. Il suffit de s'appuyer (comme le fait parfois la diplomatie chinoise) sur les analyses et les sages réflexions du bon vieux libéralisme anglais. La question de la paix ou de la guerre, des alliances plus ou moins durables constituées par le capital financier, n'est pas la question fondamentale dans la critique marxiste de l'impérialisme, dans la lutte de classe du prolétariat. La paix ou la guerre, la constitution de tel ou tel bloc d'Etats bourgeois se prévalant d'une idéologie "ultra-impérialiste" ou "anti-impérialiste", belliqueuse ou pacifiste, "fasciste" ou "démocratique", sont l'affaire des tendances profondes qui dominent à un moment ou à un autre le marché mondial.

Le "kautskisme" (qui est aussi bien chinois que russe et unit dans une même pensée Hobson, Staline, Khrouchtchev et Mao) n'est pas seulement le stérile calcul des probabilités d'une paix impérialiste ou d'une guerre impérialiste, ni les espoirs démesurés que l'on place dans une Banque mondiale ou une quelconque "Société des Nations" chargées de garantir le développement "harmonieux" et "pacifique" de tous les peuples. Dans ses "Cahiers sur l'Impérialisme", Lénine écrit que le livre de Hobson est très utile car "il aide à découvrir le mensonge fondamental du kautskisme", et Lénine explique :

"Eternellement, l'impérialisme engendre à nouveau le capitalisme (à partir de l'économie naturelle des colonies et des pays arriérés, il engendre à nouveau le passage du petit capital au grand capital, d'un faible échange de marchandises à un échange développé, etc., etc.

Les kautskistes (K. Kautsky, Spectator et Cie) citent ces faits d'un capitalisme "sain", "pacifique", fondé sur des "rapports pacifiques", et les **opposent** au pillage financier, aux monopoles bancaires, à la collusion des banques et du pouvoir d'Etat, à l'oppression coloniale ; ils les **opposent** comme le normal à l'anormal, le désirable à l'indésirable, le progressiste au réactionnaire, l'essentiel à l'accidentel.

C'est un nouveau proudhonisme. Le vieux proudhonisme sur un nouveau terrain et dans une forme nouvelle.

Le réformisme petit-bourgeois est **pour** un capitalisme propre, léché, modéré et correct".

Telle est l'essence du réformisme qui rend compte aussi bien de "l'ultra-impérialisme" russe que de "l'anti-impérialisme" chinois, du désir des grandes puissances de s'entendre pour une exploitation systématique de l'univers et de la volonté des pays arriérés d'accéder à leur propre

développement capitaliste. Leur dénominateur commun, c'est d'essayer d'atténuer les antagonismes inévitables du système capitaliste, c'est de faire croire qu'une exploitation rationnelle et concertée de l'univers est devenue possible sous la domination du capital financier, c'est de répandre l'idée que les pays arriérés peuvent connaître un développement rapide et harmonieux en utilisant les capitaux et la technique de l'Occident ou en "comptant sur leurs propres forces", sur leurs propres capitaux.

Plus que toute autre, l'histoire de la Chine moderne apporte un démenti formel à ces conceptions. Qu'est-il resté du consortium de grandes puissances dont Sun Yat-sen attendait les investissements nécessaires à l'industrialisation de la Chine ? Qu'est devenue la politique de la "porte ouverte" que Washington défendit dans les conférences internationales qui suivirent la première guerre impérialiste ? Qu'est devenue enfin la "grande collaboration" entre Moscou et Pékin sur laquelle Mao Tsé-toung croyait pouvoir fonder ses plans quinquennaux ? Tous ces "plans", tous ces projets "ultra-" ou "anti-" impérialistes ont livré la Chine à l'anarchie sanglante et au démembrement qui furent l'œuvre "commune" de l'Angleterre, de l'Amérique et du Japon ; puis, lorsque le patriotisme chinois eut raison de ses ennemis, ce fut le boycottage et le "cordon sanitaire" organisés d'abord par l'impérialisme américain, enfin par la Russie elle-même.

Poussons cependant plus loin l'identification des "théories" de l'ultra- et de l'anti-impérialisme petit-bourgeois. Sun Yat-sen, dont les "Communistes" chinois ont toujours revendiqué les principes, nous en fournit le meilleur moyen.

Dans la deuxième partie de son ouvrage sur le "Triple Démisme", qui fut la Bible du Kuomintang réunié avec le PCC, Sun Yat-sen s'arrête longuement sur le "socialisme d'Etat" bismarckien et lui donne une appellation digne de Proudhon ou de Lassalle : "Les socialistes, écrit-il, demandaient la réforme sociale et la mise à exécution de la révolution économique. Bismarck, sachant qu'il ne pouvait les anéantir par la force politique, se mit à pratiquer une sorte de socialisme d'Etat pour endiguer le socialisme des marxistes... Il nationalisa tous les chemins de fer. Les grandes industries furent mises entre les mains de l'Etat. Quant aux ouvriers, il réglementa les heures de travail, instaura les pensions de vieillesse et les assurances. Tout cela était dans le programme que les socialistes voulaient pratiquer. Mais Bismarck eut la vue longue. Il se servit de la force de l'Etat pour le faire lui-même" (Sun Yat-sen : "Le Triple Démisme" Shanghai, 1930, p. 258-9).

L'exemple de Bismarck, Sun Yat-sen veut l'appliquer à la Chine. Mais il lui faut auparavant trouver une "réfutation du marxisme". C'est l'objet de la troisième partie de son livre intitulée "Le Démisme vital ou économique".

On sait déjà comment Sun Yat-sen s'y prit en 1923 pour faire reconnaître par Joffé, le représentant des Soviets, que "la Chine n'était pas mûre pour le bolchévisme". Le fondateur du Kuomintang n'attendit pas en tous cas pour le "réfuter", puisque son livre conçu dès 1922 fut rédigé

et exposé en 1924 lors d'une série de 16 conférences que le docteur Sun fit à Canton. Curieuse "réfutation" du bolchévisme qui passe par Lassalle et Bernstein ! Sun Yat-sen part d'abord en guerre contre le matérialisme de Marx qu'il résume par cette formule lapidaire : "la matière est le centre de gravitation de l'histoire" (p. 362). Bernstein ne fit pas autrement pour vulgariser le matérialisme historique. Mais Sun abandonne Bernstein en chemin. Il ne le suit pas dans son "retour à Kant" et autres divagations philosophiques du vieux réformisme occidental. Sun Yat-sen reste un **révolutionnaire bourgeois**. Et comme il est avant tout un révolutionnaire chinois, il fait cette découverte : "la subsistance du peuple est le centre de gravitation de l'évolution sociale" (p. 363).

Après avoir ainsi défini sa philosophie de l'histoire et fondé son "socialisme" sur une théorie de l'abondance et de la répartition équitable de biens, Sun Yat-sen s'efforce de "réfuter" le marxisme dans son propre domaine : l'analyse du mode de production capitaliste et l'interprétation de la lutte des classes. Le père du nationalisme chinois veut bien admettre que le mode de production capitaliste et ses contradictions intimes soient le moteur de la lutte de classe du prolétariat. Mais, selon lui, "**l'évolution sociale**" conduirait à l'**extinction de ces antagonismes**. Raisonnement typique du réformisme. A son appui Sun Yat-sen invoque, comme un quelconque Bernstein :

1) "L'amélioration de la société et de l'industrie" (accroissement de la productivité du travail, etc.) ; 2) "la nationalisation des moyens de transport et de communication" ; 3) "les impositions directes sur le revenu" ; 4) "la socialisation de la répartition des biens" (p. 365). Un peu plus loin, Sun cite ces quatre moyens comme la recette du "socialisme" chinois qui devrait permettre de **sortir de la "pauvreté" et éviter "l'inégalité"** (p. 387). "Ces faits, conclut Sun Yat-sen, montrent que la lutte des classes est, non pas la cause, mais la maladie de l'évolution sociale. Marx est donc un pathologiste et non un physiologiste de la société" (p. 368). Formule on ne peut plus classique du réformisme qui se donne pour tâche de soigner les maux de la société bourgeoise et non de l'enterrer !

Sun Yat-sen ne se contente pas seulement d'emprunter aux réformistes de la Deuxième Internationale leurs "analyses" de la société occidentale et leurs "critiques" du marxisme. Il les condense en des formules tranchantes qui doivent leur force à la résolution avec laquelle il entend rejeter le marxisme dont se couvrent aujourd'hui si hypocritement ses héritiers spirituels, les "communistes" à la Mao. La démarche de Sun Yat-sen n'est pas seulement parallèle au mouvement réformiste occidental parce qu'elle met l'accent sur l'amélioration du système de répartition et non sur les antagonismes du mode de production capitaliste. Il y a au cœur même du "populisme" chinois les conceptions fondamentales du "nouveau proudhonisme" :

— négation des buts spécifiques de la classe prolétarienne et de l'opposition radicale entre le Capital et le Travail, travestie en une lutte des masses "populaires" contre une poignée d'avidés "usurpateurs" ;

— espoir d'atténuer par toutes sortes de recettes (coopératives, nationalisations, organisations internationales, etc.) les inévitables contradictions du système capitaliste.

Citons à cet égard un dernier passage de Sun Yat-sen :

"Même dans un pays où l'industrie est développée, si les intérêts économiques de tout le pays ne s'harmonisent pas, si des oppositions naissent, amenant la lutte, il n'y a pas lutte entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, mais **lutte entre les éléments utiles et influents de toute la société**, qui constituent la majorité et la classe capitaliste. Comme ces éléments utiles et influents cherchent tous à subsister et à éviter les conflits économiques (!?), il faut **recourir à la répartition des biens par l'Etat, à l'augmentation des impôts directs sur les revenus des capitalistes et sur les héritages**, de manière à développer les entreprises de transport et les moyens de communication de tout le pays, à arriver ainsi à améliorer la vie de l'ouvrier et le travail des usines et à **faire que les intérêts économiques s'harmonisent**" (p. 372).

### MAO TSE-TOUNG CONTRE TOGLIATTI ?

On nous dira que les idées de Sun Yat-sen n'ont plus rien à voir avec celles du "communisme" chinois et qu'en tout cas la lutte menée depuis quelques années contre le "révisionisme moderne" suffit à blanchir Mao Tsé-toung de toute accusation de réformisme. Voyons justement ce qu'il en est d'après les critiques contenues dans le livre "D'où proviennent les divergences ?" (Ed. La Cité, Lausanne, 1963) qui reproduit in extenso l'article intitulé : "Encore une fois sur les divergences entre le camarade Togliatti et nous" (N<sup>os</sup> 3 et 4 de la revue "Hongqi", 1963).

La revue théorique du P.C. chinois laisse d'abord Togliatti définir sa conception de la "voie italienne" vers le socialisme :

— "Aujourd'hui, dit Togliatti, la question de faire ce qui a été fait en Russie ne se pose pas aux ouvriers italiens" qui peuvent "s'organiser, dans le cadre du régime constitutionnel, en classe dirigeante" ;

— Par un "élargissement effectif des pouvoirs du Parlement sur le plan économique", il est possible, "de briser et d'abolir la propriété monopoliste des grandes forces productives, de la transformer en propriété collective" ;

— Enfin, "en participant à l'élaboration et à l'application de la politique de planification, réalisant pleinement ses propres idéaux et son autonomie", la classe ouvrière peut faire de cette politique "un instrument pour satisfaire les besoins des hommes et de la collectivité nationale" (op. cit. p. 135-7).

Contre ces théories du "passage pacifique au socialisme" et des "réformes de structures", Pékin fait donner la formidable artillerie du marxisme, depuis le "Manifeste des Communistes" jusqu'à "l'Etat et la Révolution" en passant par "Socialisme utopique et socialisme scientifique" où Engels montre que "ni la transformation en sociétés par actions et en trusts, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qua-

lité de capital des forces productives". Après s'être appuyé sur ces "autorités" pour critiquer le "crétinisme parlementaire" de Togliatti, on en vient à ces conclusions : "Les marxistes-léninistes doivent dénoncer l'hypocrisie des constitutions bourgeoises, mais ils devraient, en même temps, se servir de certains articles (?) de ces constitutions comme d'une arme contre la bourgeoisie" (p. 154). On lit encore : "Le camarade Togliatti prétend que ce qu'il préconise ce n'est pas seulement "un parlement qui fonctionne", mais aussi "un grand mouvement populaire". **Réclamer "un grand mouvement populaire", c'est fort bien.** Et les marxistes-léninistes ne peuvent que s'en réjouir" (p. 162). Là-dessus, Mao Tsé-toung n'a plus qu'à donner un coup de chapeau final à Togliatti : "Il faut reconnaître qu'il y a actuellement en Italie un mouvement de masse très vaste, et que le Parti communiste italien a fait beaucoup de travail dans ce domaine. **Mais il est regrettable que le camarade Togliatti limite le mouvement de masse au cadre établi par le Parlement**" (p. 162).

Ne nous demandons plus "d'où proviennent les divergences ?" mais "où sont les divergences ?". Togliatti et Mao placent également leurs espoirs dans un "grand mouvement populaire", c'est-à-dire non prolétarien, "démocratique", petit-bourgeois. Et que "regrette" Mao ? Qu'un tel "mouvement" tombe dans le "crétinisme parlementaire" et ne sorte pas de la légalité bourgeoise. Mais il ne peut en être autrement ! Comme le prévoyait le "Manifeste", le prolétariat est devenu aujourd'hui **la seule classe révolutionnaire**, la seule force capable de détruire l'ordre bourgeois ; et il n'y a plus dans les constitutions bourgeoises le moindre article qui puisse "servir d'arme contre la bourgeoisie", il n'y a plus dans les rapports de domination du Capital la moindre hypocrisie démocratique à "dénoncer".

Les Chinois invoquent parfois contre les conceptions pacifistes des Tito, Togliatti et Khrouchtchev, la nécessité de la dictature prolétarienne. Mais cela reste un vain mot, une belle phrase "socialiste", car ils ne disent rien sur **ce que doit être la lutte du prolétariat** pour atteindre ce but qu'ils repoussent dans un monde idéal et lointain. "Dans tout mouvement de masse, comme dans la lutte parlementaire, dit la revue "Hongqi", (il faut) conserver l'indépendance politique du prolétariat, opérer une nette distinction entre ce dernier et la bourgeoisie, fonder les intérêts immédiats et les intérêts à long terme du mouvement, et lier le mouvement du moment à l'ensemble de la lutte de la classe ouvrière et à son but final " (p. 162). Sous son apparence parfaitement innocente, cette formule est en réalité l'expression la plus insidieuse du réformisme. Qu'est-ce que "fondre", "lier" les intérêts immédiats et les intérêts finaux du prolétariat ? Qu'est-ce qu' "unir la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution dans chaque pays", autre formule chère à nos maoïstes ? **Quel est le rapport entre les intérêts immédiats du prolétariat et ses intérêts finaux, entre les luttes de classe et la lutte pour la conquête du pouvoir ?**

Dans ses "Cahiers sur l'Impérialisme", Lénine cite une formule analogue de A. Pannekoek et fait la remarque suivante : "Pannekoek a abordé

ici une question de toute première importance, mais il y a mal répondu ou l'a fait d'une façon imprécise. "L'unité de la lutte pour le socialisme et pour des réformes" ou "pour les intérêts immédiats des ouvriers" ? Mais qu'est-ce que la lutte pour le socialisme ? La formule de Pannekoek **brouille**, efface et fait disparaître la différence entre la gauche et le "centre". A cette formule de Pannekoek même K. Kautsky pourrait souscrire... **La lutte pour le socialisme est faite de l'unité de la lutte pour les intérêts immédiats des ouvriers (par conséquent pour des réformes) et de la lutte REVOLUTIONNAIRE pour le pouvoir, pour l'expropriation de la bourgeoisie, pour le renversement du gouvernement bourgeois. Il faut unir non la lutte pour des réformes + des phrases sur le socialisme, la lutte "pour le socialisme", mais deux aspects de la lutte".**

Marx, Engels et Lénine l'ont toujours dit : il n'y a pas de lutte pour des réformes qui ne soit une lutte révolutionnaire, susceptible de se transformer immédiatement en un assaut pour la conquête du pouvoir. Il en fut ainsi dans toutes les luttes menées par les prolétaires d'Europe au siècle dernier : pour leurs droits politiques, pour la réduction de la journée de travail, pour leur droit à l'organisation. Il en va de même dans ces mouvements de réformes bourgeoises que sont les mouvements d'émancipation des peuples coloniaux : le marxisme y a toujours envisagé la perspective d'une conquête immédiate du pouvoir par le prolétariat révolutionnaire. Mais qu'en est-il aujourd'hui dans les vieilles métropoles capitalistes ? Si les luttes pour des "réformes" ne sont plus révolutionnaires, ne se manifestent plus comme des luttes de classe, mais se perdent dans le marais des "mouvements populaires", c'est que le système capitaliste n'a plus à être réformé ni perfectionné. Il a déjà un pied dans la tombe. Si les bonzes syndicaux sabotent de leur mieux les revendications immédiates des ouvriers en les noyant dans des "mouvements populaires", c'est que toute lutte de classe sérieuse serait une menace directe à la domination du Capital. Voilà pourquoi Lénine repousse toute idée de "lier", "fondre", "unir" **deux sortes de luttes** qui, plus que jamais à l'époque impérialiste, sont inséparables comme **les deux aspects d'une seule et même lutte révolutionnaire.**

Ce qui chez A. Pannekoek n'est qu'une "formule" malheureuse prend dans les textes chinois l'importance d'un "principe" ou d'une "thèse" : Pékin dit "la thèse de l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique de la révolution dans chaque pays" (op. cit. p. 223). Et c'est en effet un "principe" pour le "socialisme" de Mao de **séparer** par toute une "étape" historique la "**lutte**" pour des réformes bourgeoises dans les pays arriérés et la **lutte du prolétariat pour ses objectifs spécifiques.** Nous avons montré ce qu'a représenté la théorie de la "révolution par étapes" dans le mouvement révolutionnaire en Chine : une redite du menchévisme russe. Nous avons vu que le parti chinois a été le premier de l'Internationale moscovite à théoriser les "voies" de la "démocratie nouvelle" ou "populaire". Togliatti a la bonté de le rappeler : "Parlant de l'expérience de la révolution chinoise, le camarade Togliatti a déclaré que dans la période de la conquête du pouvoir par le peuple chinois, la ligne politique du Parti communiste chinois "ne correspondait en aucune façon

à la ligne stratégique et tactique suivie, par exemple, par les bolchéviks au cours de la révolution de mars à octobre 1917". C'est là une déformation de l'histoire de la révolution chinoise. La révolution chinoise a ses particularités propres, dans les conditions concrètes de la Chine. Cependant, comme le camarade Mao Tsé-toung l'a souligné à plusieurs reprises, la ligne politique de notre Parti a été élaborée en fonction (nous y voilà !) du principe de l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution chinoise" (op. cit. p. 181-2).

Tel est le "principe" qui permet aux Chinois de mettre au rancart la théorie marxiste de la révolution permanente et de substituer aux intérêts de la lutte de classe du prolétariat les intérêts "nationaux" de la révolution bourgeoise en Chine. Cet appel aux conditions "concrètes" existant dans chaque pays, cette façon de "fondre" les luttes du prolétariat et les "mouvements populaires", suffisent à "unir" le réformisme de Fogliatti et celui de Mao.

### UN CAPITALISME "DESIRABLE"...

Comme le disait Lénine, la caractéristique du "nouveau proudhonisme" est d'opposer un capitalisme "sain" au capitalisme pourrissant de la phase impérialiste, un capitalisme "pacifique" et "national" au pillage international des grands monopoles. Citons à nouveau J.A. Hobson :

"Appeler l'impérialisme une politique nationale, c'est un mensonge honteux : les intérêts de la nation sont contraires à chaque démarche de cette politique" (...)

"Le pouvoir des forces impérialistes à l'intérieur du pays leur permet d'utiliser les ressources nationales pour leurs avantages particuliers ; il ne peut être renversé que par l'établissement d'une démocratie authentique, par une politique conduite par le peuple, dans l'intérêt du peuple, et réalisée par ses représentants sur lesquels sera maintenu un contrôle réel".

Ne vous semble-t-il pas entendre nos staliniens ? En marge de ces citations Lénine a simplement écrit ces mots : "démocrate petit-bourgeois !"

"Dans la mesure où sont possibles d'authentiques gouvernements nationaux représentant les intérêts du peuple et non d'une poignée d'oligarques, on pourra supprimer les heurts entre nations et un internationalisme pacifique fondé sur la communauté d'intérêts entre les peuples se développera toujours plus" (...). "L'espoir d'un futur internationalisme exige avant tout le maintien et le libre développement des peuples indépendants ; car sans cela il ne peut y avoir aucun développement progressif de l'internationalisme, mais seulement une série de tentatives malheureuses de cosmopolitisme chaotique et instable. De même que l'individualisme est nécessaire à toute forme saine de socialisme national, de même le nationalisme est nécessaire à l'internationalisme ».

Il parlait bien, le libéral J.A. Hobson, sage conseiller de sa Majesté britannique et prophète de l'internationalisme des patries contre l'internationalisme prolétarien ! Mais quel est ce "capitalisme désirable" que préchent en commun libéraux et staliniens, russes ou chinois ? Pékin dénonce bien les "réformes de structures" à la Togliatti et cite Engels

pour montrer que les nationalisations ne sortent pas des cadres du capitalisme et ne servent qu'à renforcer la domination du capital financier. Le capitalisme "désirable" et "sain" des petits bourgeois d'Occident est "national", "démocratique" et libre-échangiste, il avoue franchement sa nature réactionnaire en voulant ramener le capitalisme au stade de la libre concurrence, du petit commerce et du protectionnisme. Mais qu'en est-il du capitalisme chinois ? Il y a plus d'un point commun entre ce que Pékin appelle son "programme de transition" et les "réformes de structures" de Togliatti.

Dans son article de 1949 sur "La dictature de démocratie populaire" où Mao Tsé-toung définit une "période de transition" pendant laquelle la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale seront unies pour former leur propre Etat et pour choisir leur propre gouvernement, de façon à exercer une dictature sur les laquais de l'impérialisme, la classe des propriétaires fonciers et des capitalistes bureaucratiques", nous trouvons cette petite phrase, fort digne de Togliatti : "Lorsque le moment sera venu de réaliser le **socialisme, autrement dit de nationaliser les entreprises privées**, on poussera plus avant l'éducation et la réforme de la bourgeoisie". Mais il y a plus. Tout le mouvement de collectivisation a été présenté comme une "transformation socialiste" de l'agriculture chinoise. Nous y reviendrons dans un prochain article. En fait, comment se présente le fameux "programme de transition" ?

Le 30 juillet 1955, l'Assemblée populaire chinoise adopta une résolution sur le "premier plan quinquennal de développement de l'économie nationale" (lancé le 1er janvier 1953) qui rappelle en ces termes le préambule de la Constitution : "La période allant de la fondation de la République populaire de Chine à l'avènement de la société socialiste est une période de transition. La tâche fondamentale de l'Etat dans la période de transition est de réaliser progressivement l'industrialisation socialiste (?) de l'agriculture, de l'artisanat (!), ainsi que de l'industrie et du commerce capitalistes (!?)". Puisque l'on n'en est pas encore à la "société socialiste", en quoi l'**industrialisation peut-elle être "socialiste"** ? Trois plans quinquennaux seront, paraît-il, nécessaires à "l'avènement du socialisme" qui pour Mao, comme pour Staline, est une affaire purement "nationale" et "populaire".

Après avoir repris à la Constitution le terme équivoque et contradictoire d' "industrialisation socialiste", la résolution de 1955 semble revenir à la formule non contradictoire, mais cependant équivoque, de Staline : durant la fameuse période de transition, **ce n'est pas le "socialisme" que l'on construira, mais simplement ses "bases", c'est-à-dire le capitalisme le plus développé, le plus concentré possible**. Mao dit : "faire entrer l'industrie et le commerce capitalistes dans différentes formes du capitalisme d'Etat, afin de jeter ainsi les bases de la transformation socialiste de l'industrie et du commerce privés". Et cette formule est correcte. Le capitalisme d'Etat n'a rien à voir avec le socialisme. Mais le même texte nous donne une autre formule, très significative : la période de transition aurait pour raison d'être de "jeter les bases préliminaires de l'industrialisa-

tion socialiste de la Chine". S'agit-il de jeter les bases (capitalistes) du socialisme ou de jeter seulement les bases de l'industrialisation capitaliste, c'est-à-dire d'une économie bourgeoise qui n'a pas encore atteint le stade d'un capitalisme développé, qui se dégage lentement des formes pré-capitalistes de l'économie paysanne ? Là est toute la question. Les "communistes" chinois ont souvent prêché non pour "faire entrer l'industrie et le commerce capitalistes dans différentes formes du capitalisme d'Etat" mais pour encourager l'initiative privée, les petits marchés de campagne, etc. Rappelons-nous les mots de Lénine : l'impérialisme engendre en permanence le passage du petit capital au grand capital, du faible échange de marchandises à un échange développé. Le "socialisme" chinois en est là. Le capitalisme d'Etat est encore pour lui un idéal fort éloigné, ce qui lui permet d'en dénoncer les formules chez les faux "communistes" occidentaux. Mais en substance, Pékin se représente lui aussi le "socialisme" comme une forme de propriété collective ou étatique qui ne diffère en rien des formes russes, italiennes ou françaises du "socialisme national".

Nous avons limité cette étude à l'idéologie du réformisme anti-impérialiste, nous contentant ça et là de quelques indications historiques sur la faillite des rêves "ultra - impérialistes" d'un développement concerté de la Chine bourgeoise. Il convient de faire ici une dernière remarque de caractère historique. L'échec du Kuomintang entre les deux guerres tient à sa négligence de deux ou trois facteurs que le parti de Mao a su faire jouer à fond. Par crainte de la révolution agraire, le parti nationaliste s'est refusé à armer la seule force sociale capable de lutter contre l'impérialisme étranger et d'assurer l'unification du pays. Par contre-coup, tout le système de monopoles étatiques et tous les investissements américains en Chine furent inopérants pour son développement capitaliste. Ils n'ont fait que renforcer la domination parasitaire que la bourgeoisie compradore maintenait à la fois sur l'industrie des régions côtières et sur la paysannerie de l'intérieur. Contre ces "capitalistes bureaucratiques", qui furent à la fin du siècle dernier, les initiateurs du capitalisme d'Etat, le partage des terres (ou même la simple liquidation des fermages), la défense de la libre entreprise, de l'industrie et du commerce privés auraient dû ouvrir la voie d'un capitalisme "sain", "normal", "désirable", "progressiste" et "national" : c'était le vœu de tout le "peuple". et par-dessus le marché du président Truman, qui déclarait, le 15 décembre 1945, que les U.S.A. seraient prêts à "aider" la Chine si celle-ci réussissait à instituer "un gouvernement largement représentatif" qui donnerait à "tous les éléments politiques principaux du pays une représentation juste et efficace dans le gouvernement national chinois" ; lorsque la Chine aurait ainsi montré sa volonté de paix et d'unité, les U.S.A. auraient pu contribuer par des prêts et des crédits au "développement d'une saine économie d'un bout à l'autre de la Chine et entretenir des relations commerciales amicales avec ce pays" (cité par Ph. Jaffé : "Le destin de la Chine" p. 292).

"Ultra-impérialisme" ? "Anti-impérialisme" ? Les prolétaires de la Commune de Canton sont morts pour une autre cause !

# " Histoire de la gauche communiste "

Le reste de cette étude est paru dans les numéros 28, 29, 31 et 32 de cette Revue, auxquels le lecteur est prié de se reporter.

### L'APRES-GUERRE EN ITALIE

Le 4 novembre 1918, l'armistice fut conclu avec l'Autriche et les hostilités cessèrent sur le front italien. La classe ouvrière et son parti (qui n'avait pas été sans affronter les perspectives de l'après-guerre au cours même du conflit) entrèrent immédiatement en activité, non sans montrer des hésitations et des contradictions graves. Du moins, le courant d'extrême-gauche du parti eut-il, pour sa part, des vues bien nettes sur les tâches de l'heure, celles mêmes qu'il avait en toute occasion (par exemple au Congrès de Rome de février 1917) opposées aux positions banales consistant à ne voir dans la paix qu'une grande joie et une grande fête.

Sans doute l'enthousiasme était-il grand au sein des masses dans ces premiers jours de novembre, mais ce n'était pas à cause de la victoire nationale et bourgeoise, mais parce que l'heure du règlement des comptes avec les fauteurs et profiteurs de guerre avait sonné. A peine sortie des souffrances de la guerre, la classe ouvrière fut immédiatement plongée dans un malaise économique aigu du fait même de la démobilisation et du retour des ouvriers partis à l'armée sur le marché du travail. La lutte économique et syndicale reprit donc de plus belle et ceci d'autant plus que les traditions du prolétariat italien dans ce domaine étaient grandes. Pourtant la violence avec laquelle elle éclata resterait inexplicable si l'on ne tenait pas compte du facteur politique représenté par la très forte opposition que le prolétariat italien avait faite à la guerre et qui fut plus énergique que celle du Parti lui-même. Et sa décision d'en faire payer les conséquences à la classe dominante s'accompagnait d'un élan qui débordait largement la revendication de concessions et de réformes immédiates. En vérité, toute la classe travailleuse sentait fort bien que, la guerre finie, c'étaient toutes les bases de la société qu'il s'agissait de transformer de fond en comble. Ainsi, les masses se trouvaient en fait sur le même terrain que l'aile la plus résolue de son organisation politique.

Le mouvement du prolétariat italien fut spontané et revêtit d'un bout à l'autre du pays le même caractère, entraînant les campagnes comme les villes. Ce début d'offensive prolétarienne fit évidemment

trembler toutes les couches de la bourgeoisie, réduisant au silence la droite nationaliste, mais attisant sa haine et sa peur des socialistes. Deux forces ennemies, deux armées de classe se mesuraient l'une l'autre pour la guerre sociale que tous sentaient inévitable.

Le 13 novembre 1918, on eut une première initiative des anti-socialistes. Avides d'exploiter leur succès, les fauteurs de l'intervention commencèrent une campagne contre certaines administrations locales — telles les municipalités de Milan et de Bologne — qui se trouvaient dans les mains de la droite socialiste. Celle-ci était loin d'avoir fait une opposition intransigeante à la guerre, mais surtout quand elle revendique bien haut la démocratie, la bourgeoisie ignore toute gratitude et elle aurait volontiers écrasé ses naïfs serviteurs. Elle préparait déjà les expéditions punitives contre les rouges et leur presse qui caractériseront plus tard le fascisme, mais il y avait à l'époque encore bien peu de militants pour comprendre que la réplique ne devait pas être la revendication de la « liberté » et de la « démocratie », mais la préparation d' « expéditions punitives » et d' « incursions armées » pour le renversement de sa domination bourgeoise, non point afin de « venger » les six cent mille prolétaires tombés dans la guerre, mais pour sauver les générations et l'humanité futures de nouveaux conflits capitalistes.

En liaison avec cette campagne contre les municipalités socialistes éclatèrent des manifestations ouvrières au cours desquelles de jeunes patriotes exhibant leurs décorations de guerre ou des insignes d'anciens combattants furent sifflés, hués et quelque peu malmenés. Mais au lieu de revendiquer hautement ces actions, les organisations ouvrières se laissèrent entrainer dans l'habituelle polémique sur les « responsabilités », alors que la tactique marxiste en la matière est bien claire : mieux vaut être le « provocateur » que le « provoqué ».

Les hésitations du Parti à cet égard n'apparaissent que trop dans le manifeste qu'il lança à l'issue d'une réunion qui avait fait suite aux manifestations et qui était signé du Maire de Milan, d'un représentant de la Bourse du Travail, de la Section Socialiste, de la Direction du Parti, de la Confédération Générale du Travail et enfin de plusieurs membres du groupe parlementaire, dont Turati. Le prologue de ce texte faisait en effet appel à des formes **civilisées** de lutte (comme si des socialistes n'auraient dû souhaiter la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile !) « au sérieux, à la conscience et à la force organisée », en dehors de toutes « violences inutiles » et, reprenant les thèmes politiques de l'Entente, saluait « l'écroulement des survivances impériales, féodales, autoritaires et réactionnaires » en Europe et les premiers symptômes de développement « des germes semés un demi-siècle plus tôt par les maîtres du socialisme ». Suivait une liste de conquêtes pour lesquelles, la guerre une fois finie, le prolétariat était appelé à lutter et qui ne pouvaient satisfaire la gauche révolutionnaire

Le texte vaut qu'on s'y arrête car il manquait les notions essentielles, à savoir que la guerre a fait place à un conflit **politique** entre les forces de la bourgeoisie et celles du prolétariat et que ce dernier ne pourra en sortir vainqueur qu'à la condition d'organiser la lutte violente et de ne pas oublier que la meilleure manière de se défendre est d'attaquer. Mais le souci de satisfaire à la fois le bon militant révolutionnaire et le député ou le chef syndical ne permettait pas de faire ces affirmations nécessaires. Dans un souci d' « unité », le Parti n'osait même pas rappeler qu'il avait été totalement opposé à la guerre impérialiste et à la concorde nationale. On peut dire dès maintenant que c'est ce souci fatal d'une unité bien illusoire qui a constitué le plus puissant obstacle au développement révolutionnaire des luttes de la classe ouvrière.

Les formules de principe — ou se voulant telles — qu'on trouve dans ce manifeste étaient au reste impropres, comme par exemple « le fruit intégral du travail au travailleur », dont la critique qu'en a fait Marx est pourtant bien connue. Quant aux autres revendications ou bien elles avaient un caractère contingent, liées qu'elles étaient à la fin de la guerre (restauration de toutes les libertés, abolition de la censure, amnistie) ou bien elles étaient franchement pacifistes comme : désarmement total et permanent, autodécision des peuples, renonciation aux expéditions armées contre la Russie, suppression des barrières douanières. Celles qui concernaient l'économie intérieure étaient fort vagues : contrôle ouvrier sur les usines, remise de la terre et des travaux publics à des coopératives. Quant aux revendications politiques, elles n'étaient pas moins confuses : abolition de tout pouvoir arbitraire dans la direction suprême de l'Etat (monarchie ?), suffrage universel, etc..., pour ne rien dire de la journée de 8 heures, de l'impôt progressif sur le revenu ou de la confiscation des profits de guerre.

Les choses n'allaient évidemment pas mieux du côté de la C. G. L. dont le Conseil directeur s'était réuni dès le 30 novembre sans avoir invité, semble-t-il, le Parti. Il avait publié un manifeste qui, bien loin de revendiquer les principes de la lutte de classe et du socialisme international, rappelait les grandes promesses des classes dominantes au prolétariat pour l'inciter au sacrifice de guerre. Cela revenait à remplacer la lutte de classe par l'exigence d'une **compensation** pour le sang prolétarien que la « Nation » avait exigé gratis comme lui appartenant de droit. En tous cas, le prolétariat était invité à faire pression pour obtenir des **réformes immédiates** en échange de ses sacrifices de guerre. Pas plus que dans le manifeste du Parti, il n'était donc question de révolution. Tout au contraire, on trouve dans le texte, parmi d'autres perles, une revendication social-réformiste qui ressemble comme deux gouttes d'eau à une position fasciste de 1922-23 ou khrouchtchevienne de 1962 : « Remise des pouvoirs délibérants du Parlement aux organes consultatifs du syndicat en ce qui concerne la partie technique des lois sociales ».

On retrouve les mêmes défauts dans un autre manifeste émanant à la fois de la Direction du P. S. I., de la Confédération du Travail, du

Groupe parlementaire et de la Ligue des Coopératives et qui ne put être publié que le 7 décembre (bien que rédigé un mois plus tôt) à cause de la censure. La conclusion en était véritablement déconcertante : « La liberté est la condition d'un après-guerre qui ne soit pas exclusivement d'exploitation patronale. Ceux qui ont exploité la guerre veulent aussi exploiter la paix et tentent d'accaparer la direction de l'Etat ». (En réalité, ils tentaient de garder ce qu'ils avaient toujours eu). « Vous, travailleurs, vous ne pouvez rester les mains liées. Vous avez un programme immédiat que vos organisations ont préparé à l'avance. Debout, donc ! La guerre est finie. Reprenons le travail ». Ainsi, le Parti donnait sa caution à ce que les syndicats avaient fait sans lui, sans même dire, comme il l'avait vaguement fait dans le manifeste précédent, que le « produit du travail » devait avoir une destination nouvelle.

C'est seulement le 14 décembre 1918 que l'**Avanti** fut en mesure de publier un compte-rendu de la réunion de la Direction du Parti qui avait eu lieu du 7 au 11 et qui portait en grande partie sur les relations internationales. La décision concernant les rapports avec les partis de la Seconde Internationale et avec le Bureau International de Bruxelles, depuis longtemps dénoncé par les révolutionnaires italiens aussi bien que russes, n'étaient guère satisfaisante, ces organisations s'étant toutes (le Parti français en particulier), discréditées par leur trahison. Il faut par contre noter l'opposition du Parti à l'annexion par l'Italie de territoires slaves appartenant à l'ancien Empire d'Autriche et sa protestation contre les conséquences du fameux pacte secret de Londres pour le démembrement de l'Empire austro-hongrois en cas de victoire. On a là un premier symptôme de la scission qui se prépare dans le Parti, même si lors de ces premiers votes la Direction n'a pas de position ferme sur la reconstitution de l'Internationale, à quelques mois seulement du Premier Congrès de l'Internationale Communiste que Lénine annonçait déjà dans ses thèses d'avril 1917.

Quant au but de cette réunion, il se limite à l'adoption du programme « d'action politique immédiate » que, distançant le Parti, les autres organisations ouvrières avaient lancé. En tête des revendications, on trouve la République socialiste et la Dictature prolétarienne mais les **buts** en sont précisés de façon fort malheureuse dans les trois points suivants :

« Discutant un programme d'action politique immédiate, la Direction constate tout d'abord que les responsables de la situation présente cherchent à se refaire une réputation en empruntant au programme prolétarien quelques unes de ses revendications les plus connues, mais qui aujourd'hui ne suffisent plus à satisfaire les ardentes aspirations du prolétariat frappé par la guerre, aspirant à son émancipation internationale et soucieux de remplir son devoir de solidarité à l'égard des socialistes de Russie et d'Allemagne. La Direction déclare donc que le Parti Socialiste, prêt à soutenir les revendications que les circonstances imposeront et qui seront posées par les organisations prolétariennes, se propose comme

**premier objectif l'instauration de la République Socialiste et la Dictature du Proletariat avec les buts suivants :**

1. Socialisation des moyens de production et d'échange (terre, mines, industrie, chemins de fer, flotte) avec gestion directe des paysans, des ouvriers, des mineurs, des cheminots et marins.

2. Distribution exclusivement collective des produits par les coopératives et les municipalités.

3. Abolition du service militaire et désarmement universel grâce à l'union de toutes les Républiques prolétariennes dans l'Internationale socialiste.

4. Municipalisation des logements civils et du service hospitalier ; transformation de la bureaucratie par la gestion directe des employés.

Venait ensuite le programme immédiat :

1. Démobilisation immédiate.

2. Retrait immédiat des soldats (italiens) de la Russie révolutionnaire.

3. Restauration des libertés civiles fondamentales.

4. Amnistie pour tous les condamnés politiques ou pour faits de guerre.

En ce qui concerne les points présentés comme les « buts » de la dictature prolétarienne, il faut remarquer que la « socialisation », quoique correctement placée **après** la conquête du pouvoir, est présentée de façon non pas marxiste, mais corporative et « immédiate » comme un transfert des moyens de production aux différentes catégories sociales, y compris (comble de ridicule !) les chemins de fer aux cheminots et la flotte aux marins. Or Marx avait clairement dénoncé le danger du chantage d'une partie de la société (et en particulier des travailleurs de la terre) sur l'ensemble de celle-ci dans une pareille organisation sociale.

Le second point fait appel pour la distribution des produits à des institutions déjà existantes et placées dans les mains de vulgaires réformistes, alors que dans un pays complètement embourgeoisé, le but de la dictature du prolétariat en matière de distribution est d'abolir le mercantilisme et la monnaie. La distinction entre programme immédiat et programme final n'est pas faite, la mesure contingente pouvant être admise (sous contrôle du Parti et des Soviets, dont on n'avait encore rien compris ou presque dans l'Italie de cette époque), à condition que la position théorique soit aussi clairement formulée qu'il convient de le faire dans un programme maximum.

Le troisième point avait le mérite d'affirmer que le passage à la pleine socialisation économique supposait la conquête préalable du pou-

voir à l'échelle internationale, mais oubliait que l'armement du prolétariat devait **précéder** le désarmement international.

D'un certain radicalisme en ce qui concerne la propriété foncière urbaine, le quatrième point était par contre enfantin en matière de réformes de la bureaucratie.

En conclusion, bien qu'officiellement dirigé par des **révolutionnaires**, le Parti socialiste, une fois la guerre finie, tarde à prendre position et quand il le fait, c'est de façon bien faible et erronée.

## VIGOUREUSES REACTIONS DE LA GAUCHE

La Direction aurait dû convoquer après la guerre un congrès du Parti et du Parti seul. Au lieu de cela, elle décide de se réunir les 22 et 23 décembre avec les représentants du groupe parlementaire, de la C. G. L., de la Ligue des municipalités socialistes et du Syndicat des cheminots italiens. L'ordre du jour porte sur les quatre points du programme immédiat (sur lesquels il n'y a pas de désaccord) et sur les moyens de réaliser le programme maximum. Les organes convoqués votèrent une motion reconnaissant la nécessité d'une agitation sur le programme minimum et considérant que « c'est au prolétariat organisé qu'il appartient de décider si les buts finaux considérés par la Direction comme immédiatement réalisables sont possibles à atteindre et par quels moyens » ; ils se bornèrent à discuter des moyens d'atteindre les buts du programme minimum, abandonnant à un congrès des organisations représentées à la conférence la discussion du programme maximum.

Diverses conférences et congrès eurent effectivement lieu dans ce but. Cela ne pouvait aller sans une vigoureuse protestation de la Gauche qui, dans le **Soviet** du 29 décembre 1918, écrivait à propos de la réunion des 22 et 23 décembre : « Nous protestons contre l'ingérence d'organismes divers, dont la fonction est limitée, dans un domaine qui appartient en propre au Parti socialiste et dont la tâche est de tracer les grandes directives de l'action politique du prolétariat.

Plusieurs fois déjà nous avons critiqué le fait que la Direction subordonnât ses décisions à l'approbation du Groupe parlementaire et de la C. G. L. Au début de la guerre déjà nous étions adversaires de la proposition de Trevès qui voulait confier à un Comité de ces trois organismes la direction de la politique ouvrière.

Cette proposition a pris depuis différentes formes et il nous semble la voir ressurgir dans l'ordre du jour de la conférence de Bologne, réclamant une sorte de Constituante du Prolétariat, élue par les congrès nationaux des organismes participants.

Nous sommes nettement opposés à cette décision et à cette proposition. De quels congrès le Groupe parlementaire socialiste et la Ligue des

municipalités, qui ne sont que des organes du Parti socialiste, pourraient-ils bien recevoir un mandat puisque le congrès du Parti s'exprime dans la Direction élue à la majorité. Ce que pense collégalement la majorité des députés ou des maires socialistes qui ne doivent leur qualité qu'au hasard des élections a une valeur nulle quand il s'agit de déterminer la politique socialiste.

Quant aux organisations syndicales, elles peuvent réunir leurs congrès mais ceux-ci n'ont pas la même valeur que les congrès du Parti auxquels chaque section envoie ses délégués participer à la discussion. En effet, les ligues de métier **ne sont presque jamais convoquées pour discuter** et leurs organisateurs ne reflètent pas nécessairement la pensée de la masse qu'ils représentent.

Que la Direction ait le courage de déclarer explicitement que le Parti socialiste italien, organisme politique de classe, représente beaucoup mieux la volonté du prolétariat italien que les conférences de députés, de maires et d'organisateur syndicaux professionnels, puisque le prolétariat lui a donné son appui et sa sympathie dans les heures tristes où l'adversaire croyait pouvoir chanter victoire et qu'il se regroupe plus étroitement que jamais autour de lui, aujourd'hui que l'heure de la lutte et de la victoire est proche. »

Plus significatif encore fut l'ordre du jour, voté par la section de Naples à la conférence méridionale du 29 décembre 1918 et qui disait : « **Les représentants des sections socialistes réunies en conférence à Naples saluent les travailleurs du monde entier en lutte contre la domination capitaliste qui, abattue en Russie, chancelle déjà en Allemagne et qui tombera successivement dans tous les pays.**

« **Déclarent que la doctrine marxiste et les expériences socialistes contemporaines concourent à orienter le développement historique vers le socialisme : lutte du prolétariat organisé en parti de classe contre la bourgeoisie ; conquête révolutionnaire du pouvoir politique ; organisation du prolétariat en classe dominante ; intervention du gouvernement socialiste dans tous les rapports économiques pour réaliser la socialisation des moyens de production et d'échange dans le but de supprimer les classes et d'instaurer le régime de la solidarité et de l'égalité sociales.**

« **Retiennent qu'en dehors de cette tâche historique spécifique, le Parti socialiste ne doit pas s'employer à atteindre des buts minima visant à rendre plus supportable et donc plus durable le régime bourgeois.**

« **Affirment que le Parti Socialiste a pour devoir urgent d'intensifier le travail de propagande et d'organisation interne pour se trouver en mesure de guider le prolétariat dans les conquêtes de la révolution.**

« **Pensent que les organisations syndicales participeront d'autant plus aux événements grandioses qui se préparent qu'elles auront plus complètement répudié tout compromis avec les classes bourgeoises et que,**

reconnaissant la valeur politique de la lutte de classe, elles auront donné à leur action un caractère plus nettement socialiste et qu'elles sauront mieux pousser l'avant-garde des ouvriers organisés dans les rangs du parti.

« Repoussent la proposition d'Assises prolétariennes ou de Constituante ouvrière votée à Bologne le 22 décembre, contestant que le Groupe parlementaire ou la Ligue des municipalités puisse discuter et suivre une orientation différente de celle qui a été décidée par le Congrès du Parti dont ils ne sont que de simples organes d'exécution.

« Sont sûrs que la Direction saura revendiquer pour le Parti la tâche de tracer les voies de l'action politique révolutionnaire du prolétariat et que celui-ci répondra à l'appel du Parti lors de l'épreuve suprême, que les propositions et l'œuvre des socialistes doivent hâter à tout prix. »

A un congrès interprovincial tenu à Milan le 29 décembre, ce fut d'ailleurs l'orientation de la Gauche qui prévalut. Mais tandis que dans toutes les régions d'Italie les organisations de base du Parti et sa presse hebdomadaire s'orientent vers les thèses de la Gauche, les réformistes qui prévalent dans le Groupe parlementaire s'agitent. A la suite des décisions de Bologne qui lui avaient conféré des pouvoirs irréguliers, celui-ci se réunit les 12 et 13 janvier 1919 à Milan, avec des représentants de la Ligue des municipalités socialistes et de la C. G. L. Sur la politique internationale, l'assemblée vote à l'unanimité un ordre du jour de Trévès tout à fait réformiste, qui déplore les appétits impérialistes des puissances victorieuses en même temps que les excès des minorités nationales de divers pays d'Europe, fait appel au Bureau international archi-pourri pour une défense socialiste et se termine par un éloge de l'idéalisme wilsonien, dans lequel l'exécrable formule d'une prétendue « convergence avec les buts les plus immédiats du prolétariat » annonce déjà l'ignoble « coexistence pacifique » d'aujourd'hui.

La motion qui obtient le plus de voix (mais seuls les députés ont voté) est celle de Turati-Prampolini qui, reproduisant les quatre points incorrects du programme maximum de la Direction, en fait une critique décidée : « Faisons abstraction du bizarre mélange de socialisme maximaliste et de syndicalisme corporatiste et donc anti-socialiste contenu dans ces énonciations. Il reste que la formulation de ce programme complexe dont les différentes parties et l'esprit forment un tout, révèle une contradiction irrémédiable à la fois théorique, tactique et pratique entre les différents buts qu'il définit et il impliquerait l'abdication de l'action prolétarienne socialiste, tant en ce qui concerne ces buts immédiatement ou prochainement réalisables que, en conséquence, ses finalités les plus lointaines. »

La motion condamnait également l'affirmation que la paix était impossible avant la chute du capitalisme et exaltait le pacifisme démocratique ; elle déplorait l'illusion que le socialisme puisse vaincre par un acte de violence **instantané** et **prodigieux** de petites minorités et

conjurait tout recours à la violence ; enfin elle condamnait « l'allusion équivoque et imprécise à une **dictature du prolétariat** sur la majorité nationale » comme destinée à provoquer une réaction de la droite bourgeoise et dénonçait la grève générale comme une provocation grosse de désastres pour le prolétariat.

Suivait l'habituel refrain sur la conquête graduelle du pouvoir et la nécessité d'une éducation préalable des masses pour pouvoir l'exercer. Finalement, les travailleurs étaient invités à appuyer non pas le Parti socialiste, mais les efforts de ses représentants parlementaires, syndicaux et municipaux. Telle quelle, cette motion était un audacieux manifeste des forces contre-révolutionnaires bien installées dans le Parti. Elle convainquit la gauche qu'il n'y avait pas à espérer que les luttes d'après guerre trouvent une issue révolutionnaire si ces forces n'étaient pas battues et mises hors du Parti.

Le 30 janvier, dans le cadre de cette mobilisation de la droite, le Conseil national de la C. G. L. se réunit, à Bologne cette fois encore. Après avoir adopté huit des points du programme immédiat, on passe aux quatre points de nature politique. Ici, la réaction de la gauche est plus nette que dans la réunion des députés. Le représentant de la Fédération des Jeunesses déclare par exemple qu'il ne votera pas l'ordre du jour à cause de la confusion entre revendications maxima et minima au'on y trouve. Un représentant du Parti intervient de même pour que la discussion des points politiques soit laissée à ce dernier. L'orientation de la C. G. L. est défendue par un réformiste qui ne craint pas de commettre un faux grossier en attribuant à Marx les positions suivantes : « Ce qui importe au prolétariat est de se préparer à faire front aux événements en développant son organisation économique et politique quoi qu'il puisse advenir. Plus cette organisation autonome de la classe ouvrière se développera, plus la conception primitive et simpliste de la dictature du prolétariat devra être modifiée. Avec un prolétariat puissamment organisé, on peut admettre qu'il ne s'agira pas tant d'utiliser l'Etat bourgeois à d'autres fins que de le remplacer par l'Etat nouveau dès maintenant en formation dans les vastes fédérations syndicales et coopératives. »

Pourtant, ce fut le même orateur qui présenta en conclusion la motion confédérale. Celle-ci fut vivement discutée et le réformiste Nino Mazzone, qui critique le point concernant la transformation corporative du Parlement, eut le mérite de montrer que la tendance néo-corporativiste était forte dans de nombreuses sphères capitalistes et de dénoncer les déviations correspondantes du labourisme et de l'ouvriérisme vulgaire et d'en appeler à la **lutte politique** (malheureusement comprise de façon social-démocrate) contre la grave déviation corporative qui, plus tard, trouvera des représentants aussi divers que Mussolini, Gramsci et... Khrouchtchev.

Lors du vote, le point corporatif n'eut qu'une faible majorité, mais comme personne ne s'en aperçut, l'ignoble motion confédérale passa pour approuvée à l'unanimité.

Le 9 février eut lieu à Berne une conférence socialiste internationale dont les délégués italiens, Morgari et Casalini, se retirèrent sagement après avoir constaté qu'elle n'avait pas pour but de ressusciter l'Internationale sur la base de la lutte de classe, mais de réunir une fois de plus uniquement les socialistes des pays victorieux. D'autres sections révolutionnaires firent comme eux. Pendant ce temps, les bolchéviks russes travaillaient à la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale. Finalement, la Direction du Parti, réunie à Milan du 18 au 22 mars 1919, finit par décider par 10 voix contre 3 l'adhésion à l'Internationale révolutionnaire, que l'extrême-gauche du Parti — et en particulier la section de Naples et son organe **Le Soviet** — avait dès le début demandée. La motion votée qui reçut l'approbation de la gauche affirmait : « **Le Bureau socialiste international est désormais un instrument de la politique de guerre de la bourgeoisie pseudo-démocratique... et sert seulement à paralyser la reprise de l'activité de l'Internationale socialiste révolutionnaire ; l'alliance conclue à Berne entre les tendances social-patriotiques de l'impérialisme de l'Entente et celles des empires centraux met en pleine lumière le caractère réactionnaire de toutes les fractions qui ont failli aux devoirs de l'Internationale contre la bourgeoisie capitaliste qui a jeté les peuples dans la guerre; la coexistence de ceux qui restent fidèles aux principes de l'Internationale avec ceux qui l'ont trahie et qui s'opposent à la réalisation du socialisme dans un même organisme est inconcevable** ». Il concluait donc à la rupture d'avec le B. S. I. et à la participation à l'œuvre de reconstitution de l'Internationale « **sur la base et sur les principes des camarades russes** » ainsi qu'à la réunion d'une conférence internationale contre les traîtres au prolétariat.

## ESCARMOUCHES PRE-ELECTORALES

Cependant, les conférences ci-dessus mentionnées du Groupe parlementaire et de la C. G. L. avaient suscité de toutes parts au sein du Parti des protestations que la Direction ne pouvait ignorer. **Le Soviet**, en particulier, avait âprement critiqué, non seulement l'attitude du Groupe parlementaire, mais celle de la C. G. L. à propos de laquelle il écrivait dans un article du 9 février 1919, intitulé « L'accouchement chirurgical du labourisme italien » :

« **La Confédération opère ainsi contre le Parti et contre la Révolution en accord — fait symptomatique — avec la classe industrielle, préparant, avec le consentement de Mussolini, ce Parti du Travail qui pratiquera une politique corporatiste et réformiste et servira ainsi de bouclier à la bourgeoisie italienne contre le bolchévisme du Parti.**

« Face à ces faits, nous pensons qu'il faut appeler les masses organisées dans la C. G. L. à manifester contre leurs dirigeants et pour la politique du Parti auquel elles doivent remettre la direction de la lutte politique plutôt que de la laisser à une poignée de secrétaires et de fonctionnaires syndicaux. Mais pendant ce temps, que fait la Direction du Parti ? Comment l'Avanti peut-il publier les comptes-rendus prolixes de la C. G. L. sans les commentaires nécessaires pour protéger le prolétariat des pièges qu'ils lui tendent ?

Se décidera-t-on à procéder à la sélection que l'indiscipline ouverte des réformistes exige et à mettre un terme aux incertitudes et aux contradictions qui usent les nerfs et paralysent les énergies du prolétariat socialiste ? »

Dans sa réunion des 18-23 mars, la Direction mit à l'ordre du jour l'action pour les « quatre points immédiats » (démobilisation, libertés, retrait des troupes de Russie et de Hongrie, amnistie générale et complète) et confirma son intention d'organiser une grève sur cette plateforme dès que le degré de « préparation et de cohésion des forces prolétariennes et socialistes serait suffisant pour lui assurer un plein succès ». Enfin elle vota l'ordre du jour suivant, dirigé contre le groupe parlementaire et la C. G. L. :

« La Direction constate une nouvelle fois que l'activité des députés socialistes à l'intérieur et hors du Parlement ne peut satisfaire aux exigences d'un moment aussi grave que celui que nous vivons et aux besoins du Parti. Elle invite les sections intéressées à la plus grande vigilance à l'égard du rôle politique joué par les différents députés afin d'obtenir d'eux qu'ils établissent des contacts plus étroits avec la Direction du Parti et qu'ils remplissent leur mandat selon la volonté expresse du dernier Congrès national et enfin qu'ils respectent la solidarité socialiste internationale que le Parti a toujours revendiquée et assurent ainsi la liberté et la victoire de la République socialiste de Russie ».

En ce qui concerne la question des élections, discutée alors dans tout le Parti (1), la Direction maximaliste vota unanimement le principe de la participation, bien que, parti de la section de Naples, le courant abstentionniste ait gagné nombre de sections. Le texte voté rappelait que « la méthode électorale pour la conquête des pouvoirs publics est partie intégrante du programme fondamental et de l'histoire du Parti qui ne peut y renoncer sans perdre son véritable caractère ». Retenant que les précédents congrès nationaux avaient suffisamment défini la tactique électorale que le Parti devait suivre pour maintenir son indépendance, il engageait toutes les sections à préparer le travail électoral selon les

---

(1) Le 17 mars 1919, la section de Naples avait pris position en faveur de l'abstention dans la lutte électorale afin de consacrer toutes les forces du Parti à la propagande révolutionnaire.

directions suivantes : « Soutenir, face au système législatif bourgeois du Parlement, le système de représentation politique des conseils de travailleurs ; démasquer les mensonges de la démocratie bourgeoise en condamnant les responsables de la guerre, afin d'opposer la dictature des exploités à celle des exploités ; démontrer la nécessité pour le prolétariat d'ajouter à la conquête du pouvoir politique celle du pouvoir économique pour créer les conditions d'une gestion collective de la production et de la distribution des richesses ».

Tout en confirmant sa discipline aux décisions de la Direction, le **Soviet**, qui, d'organe de la Fédération napolitaine, tendait déjà à devenir celui de la fraction communiste abstentionniste du P. S. I., relevait que : « **tandis que la Direction est pour l'action maximaliste et accepte les élections, il existe dans le Parti des éléments qui veulent les élections mais nient l'action révolutionnaire. Ni nous-mêmes, abstentionnistes, ni les camarades maximalistes favorables aux élections ne peuvent ni ne doivent accepter la collaboration avec ces éléments** ». (2).

Et il concluait en réclamant la convocation du Congrès du Parti pour rompre enfin avec la droite opportuniste. En attendant, les organes de lutte de la classe ouvrière ne donnaient que trop de preuves de leurs incertitudes et de leur manque d'une vision claire des voies à suivre. Mais tandis que se heurtaient au sein du Parti des courants opposés et incompatibles, les premiers mouvements prolétariens éclataient avec une force irrésistible.

## **LES GRANDES LUTTES PROLETARIENNES ET LEURS REFLETS DANS LE PARTI**

Il n'est pas possible ici de faire l'histoire détaillée de toutes les luttes qui éclatèrent en 1919, mais seulement de l'esquisser à grands traits. Toutes les catégories revendiquent les 8 heures et la fixation d'un minimum de salaire, la rapide dépréciation de la monnaie réduisant les salaires restés fixes depuis le début de la guerre à un montant dérisoire. La démobilisation, les revendications des invalides et des mutilés et celles des veuves et des orphelins de guerre posent de graves problèmes que l'administration ne résoud que lentement et pas par les moyens appropriés. En opposition aux associations patriotiques d'anciens combattants se

---

(2) Le 14 septembre se tint le congrès régional de Naples. Les abstentionnistes remportèrent la victoire en dépit d'une certaine opposition électionniste, mais qui était d'accord avec la gauche pour proposer au congrès du Parti « l'incompatibilité de ceux qui nient l'usage de la violence et la dictature du prolétariat avec le Parti ». Au congrès même, qui se tint à Bologne en octobre 1919, la fraction abstentionniste donna plus d'importance à la question de la scission du Parti qu'à celle de la tactique abstentionniste, mais les fameux « maximalistes électionnistes » ne l'entendaient pas de cet oreille, l'*Ordine nuovo* inclus.

forme la grande Ligue Prolétarienne des Mutilés qui se montrera très combative.

Au début de février 1919 éclate à Trieste une grève des cheminots qui paralyse les déplacements de troupes liés à l'occupation de la Vénétie julienne. La répression est énergique : cinq cheminots se voient infliger des peines de cinq ans de prison et de 2.000 lires d'amende, quarante autres trois ans de prison avec amende.

Le 5 février, les huit heures sont accordées aux 500.000 métallurgistes engagés dans une longue lutte ; dans toute l'Italie, des cheminots, des ouvriers du textile, du bâtiment sont en grève pour la même revendication.

En mars, les mouvements les plus notables sont la grève de onze jours des métallurgistes ligures, de huit jours des ouvriers agricoles de Brescia. Quant aux cheminots de Trieste, ils restent en grève sept semaines avant d'obtenir d'être réintégrés dans les mêmes conditions que sous l'administration autrichienne.

En avril, les luttes revendicatives des métallurgistes, des typographes, des ouvriers agricoles et d'autres catégories encore continuent. Le 23 mars 1919 est fondé le Parti fasciste avec une position ouvertement anti-socialiste. Le 15 avril, à Milan, ont lieu les premières échauffourées entre ouvriers et escouades fascistes. Le siège de **l'Avanti !** est attaqué et dévasté et, comme dans tous les épisodes semblables, la force publique est complice. Sans elle, de telles actions auraient été impossibles, si bien que les véritables responsables en sont l'appareil d'Etat et les partis démocratiques détenant le pouvoir. Tandis qu'à ce coup de force le prolétariat réplique par une grève générale imposante, la Direction du Parti s'exprime et se comporte mollement, bien que de toutes les villes d'Italie (et de Naples en particulier, où la grève a été totale) lui parviennent des télégrammes l'incitant à une action énergique. Le Premier Mai approche donc au milieu de la plus grande tension sociale et nombreux sont ceux qui s'imaginent que la révolution éclatera ce jour-là. La gauche était si peu le courant aveuglement insurrectionnaliste qu'on a dit, qu'à ce propos, le **Soviet** du 29 avril écrivait :

**« La bourgeoisie espère qu'une fois de plus le prolétariat se laissera pousser par des provocations soigneusement préparées à une action de rue prématurée qui permettrait aux sbires de la bourgeoisie d'arrêter et de massacrer comme ils le désirent les dirigeants du mouvement ouvrier. Vains espoirs ! Depuis 1898, le prolétariat a appris beaucoup de choses et en particulier il a acquis le sens de la discipline et de l'action méthodique, comme les récentes grèves de protestation contre l'agression de Milan le montrent. Il ne descendra pas dans la rue avant que sa volonté de faire la révolution soit telle que le seul déploiement de sa force rende toute résistance bourgeoise impossible, et ce seront les travailleurs qui choisiront le moment. Une révolte à brève échéance et à date fixe paraît**

**certes plus commode pour la classe dominante, mais c'est justement pour cela que le prolétariat l'évitera. Le Premier Mai ne sera donc par le jour de la Révolution, mais seulement une affirmation pacifique visant à intensifier et à élargir dans des couches toujours plus profondes du prolétariat la conscience des destinées qui l'attendent. »**

Cependant, l'aggravation du malaise économique en ce printemps de 1919 conduit par la force même des choses le prolétariat sur un nouveau terrain de lutte. Les prix de tous les produits de première nécessité, de l'alimentation au vêtement, augmentent vertigineusement. L'impossibilité de compenser la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie par des augmentations de salaires de plus en plus dérisoires devient évidente. Dans les principales villes, des mouvements violents éclatèrent, qui prennent le nom de « lutte contre la vie chère ». Des foules menaçantes se concentrent devant les boutiques et autour des marchés et imposent une réduction des prix à la moitié. Les commerçants effrayés appliquent les tarifs fixés par la Bourse du Travail ou, par crainte du pire, apportent leurs marchandises au siège des organisations ouvrières qui effectuent des distributions sommaires. Les journaux bourgeois crient au saccage et à la rapine, mais le fait est que le mouvement ne pouvait se développer du fait de l'épuisement rapide des stocks. Les incidents graves ne manquèrent pas, la police ayant l'ordre de rétablir l'ordre et la liberté du commerce, mais elle fut finalement obligée de laisser faire.

Des comités de défense du consommateur se formèrent. Ils ne pouvaient rien avoir de révolutionnaire, en dépit de quelques exemples, car ils supposaient que toutes les couches sociales avaient un intérêt commun au retour d'ailleurs illusoire des bas prix. Les révolutionnaires ne pouvaient pas ne pas dénoncer cette forme d'action absurde et ils n'hésitèrent pas à affronter pour cela l'impopularité. Ils dénoncèrent aussi courageusement l'hypocrisie des fauteurs de guerre qui, la Confédération patronale y comprise, entraînent en lutte contre la vie chère parce que les patrons ont intérêt à ce que les ouvriers mangent à prix réduit. Ils stigmatisèrent la C. G. L. qui faisait stupidement écho à l'appel des patrons et qui, en outre, empiétait sur le domaine du Parti en donnant des directives de lutte. Démontrant que la cherté de la vie était indissolublement liée à tout le système capitaliste de production et d'échange, ils concluaient justement que seule l'élimination de ce système pouvait porter remède aux maux dont souffrait l'humanité.

De la fin mai au début de juin, les ouvriers des industries lainières de Biella conduisent une grève grandiose. Toutes les catégories ouvrières entrent en lutte et les femmes se distinguent particulièrement. La police procède à des arrestations en masse et la troupe est appelée contre les grévistes. Les gaziers, les travailleurs de l'hôtellerie, les traminois et les cheminots s'agitent et, les 8 et 9 juin, une grève de solidarité avec les métallurgistes a lieu à Naples.

Le 10 juin, des mouvements contre la vie chère explosent à La Spezia; la foule assaille le marché et se heurte à la police ; deux morts et vingt-cinq blessés. Une grève générale très violente fait suite à cet événement. Les députés et les chefs confédéraux tentent de calmer la foule qui les reçoit aux cris de « pompiers ! ». Le 12, mouvement analogue à Gênes et à Turin où durant la grève générale, les policiers et les fascistes assaillent la Maison du Peuple. Le 15 juin éclate la grève des métallurgistes de Dalmine qui occupent l'usine. Mussolini tient alors un discours où il se prononce habilement en faveur des revendications ouvrières, approuve la grève et fait l'apologie d'un mouvement syndical lié au Parti fasciste. Non seulement ce nouveau syndicalisme noir vaut celui de la Confédération réformiste, mais il présente certaines revendications qui plus tard seront celles d'un courant comme l'**Ordine nuovo** : suffrage universel, suppression du Sénat, Constituante (éventuellement républicaine), journée de huit heures, participation des ouvriers à la gestion des entreprises, impôt progressif (« que les riches paient »). Bien plus, tout comme nos opportunistes d'aujourd'hui, Mussolini déclare se moquer des étiquettes : les fascistes ne sont ni socialistes, ni anti-socialistes ; selon les nécessités ils peuvent se placer sur le terrain « de la collaboration de classe, de la lutte de classe et de l'expropriation de classe ». Ils sont, selon la formule de leur Duce, des « problémistes », leur parti est un anti-parti qui n'a pas de principes fixes, qui n'a d'autre norme que l'action du moment. Toutes ces formules conviennent à merveille aux socialistes et communistes-charlatans d'aujourd'hui, ennemis de tout principe, anti-dogmatistes que ne lie aucune foi politique et sociale et qui, au cours d'une vie, sont capables de modifier cent fois leur « doctrine », pour mettre leur voile dans le vent. Leur excuse est que sans faire litière des principes, ils n'auraient pas pu « abattre le fascisme ». Mais le résultat le plus clair de leur tactique antifasciste est que le « problémisme » du fasciste Mussolini a triomphé en eux comme dans le reste du monde bourgeois dont ils font dignement partie. Preuve de la victoire de la méthode fasciste dans la seconde guerre mondiale.

Pour en revenir à 1919, les agitations contre la vie chère atteignent en juillet le sommet de la gravité tandis que se prépare la grande grève internationale pour arrêter les opérations militaires contre la Russie et la Hongrie. Dans certaines villes, la foule met en fuite des bataillons entiers de carabiniers et l'Etat va jusqu'à faire appuyer la police par l'aviation ; dans d'autres, les comités, contre la vie chère suscitent, en dépit de leur caractère douteux, la légende de « journées de gouvernement prolétarien ». En raison de l'ardeur des luttes et de la confusion créée, la situation est si délicate que la Direction du Parti décide une nouvelle réunion. La résolution votée prouve que la discussion n'a guère apporté de clarté, mais on décide de convoquer au plus tôt le Conseil national du Parti avec la participation des délégués des différentes fédérations.

Celui-ci se réunit le 13 juillet et les délégués de la Gauche prennent nettement position sur toutes les questions.

La première est celle de la grève internationale contre l'intervention armée en Russie et en Hongrie. La Gauche souhaite qu'elle se poursuive jusqu'à ce que les forces de l'Entente soient réellement retirées des fronts russe et hongrois où elles appuient l'intervention contre-révolutionnaire de la Roumanie. La Direction souhaite au contraire une grève purement démonstrative de 48 heures, sous le prétexte qu'on ne peut obtenir davantage des socialistes français et anglais qui n'avaient accepté de participer à la grève que sur une vague formule bourgeoise de « non-intervention dans les affaires d'autres pays ». La Gauche conclut qu'il ne lui restait rien d'autre à faire que « de travailler pour que la grève soit totale » et pour que le prolétariat italien lui donne « la signification précise d'une manifestation de solidarité avec les Républiques communistes des Soviets de Russie, de Hongrie et des autres pays où le communisme a triomphé contre la politique d'agression militaire, de sabotage et de blocus économique des gouvernements bourgeois ». Elle termine en appelant les militants « à la plus stricte discipline à l'égard des décisions des dirigeants du Parti ». La grève n'eut pas un succès complet en Europe à cause du sabotage du Parti et des Syndicats français et, secondairement, de la défection du Syndicat des cheminots italiens. Mais le manifeste adressé par la Direction du Parti « aux camarades des gouvernements communistes de Russie et de Hongrie » à la fin du mouvement, le 22 juillet, mérite d'être reproduit :

**« Au lendemain de la manifestation prolétarienne de pleine solidarité avec vos Républiques communistes, nous sentons le besoin de résumer et d'interpréter ce que les masses travailleuses ont voulu exprimer pendant ces deux jours et de vous envoyer le salut ému de tout le prolétariat d'Italie.**

**« La grève générale des 20 et 21 courant ne devait pas, selon notre volonté, avoir d'autre caractère que celui d'une manifestation de solidarité avec vous, camarades, qui, au moyen de la dictature prolétarienne, traduisez en acte notre idéal de rédemption humaine. Nous voulions que cette manifestation constitue un avertissement, une menace pour les bourgeoisies qui tournent leurs armes contre vous ou qui tentent de vous affamer au moyen d'un blocus inhumain et barbare, ou qui organisent, favorisent, soutiennent et protègent les menées contre-révolutionnaires dans vos pays et qui, de toute façon, agissent au mépris de leur propre droit international en intervenant dans d'autres pays pour y étouffer par la violence la volonté des peuples.**

**« Cette manifestation n'était pas le début mais tout au plus l'annonce de notre lutte. Elle devait en somme exprimer l'âme de nos foules qui entendaient manifester toute leur admiration pour votre œuvre, toute leur solidarité et leur ardent désir de suivre le chemin que vous avez ouvert et tracé. En même temps, elles ont voulu s'interposer entre vous et les armes levées contre vous par la bourgeoisie exploiteuse internationale. Tel est le but que nous nous proposons et c'est seulement**

pour lui que nous avons conclu des accords avec les prolétaires d'autres pays.

« Malgré toutes les manœuvres, les pièges, les mensonges, les intimidations du Gouvernement et de la bourgeoisie ; malgré la mobilisation de toutes les forces capitalistes qui agissent comme si elles devaient affronter l'assaut suprême du prolétariat ; malgré la coupable faiblesse de quelques dirigeants d'une catégorie de travailleurs des services publics ; malgré l'inexplicable et inexcusable défection de la C. G. T. française (défection annoncée par le Gouvernement au dernier moment, alors que le prolétariat français se mobilisait pour l'action), le prolétariat italien des usines et des champs a répondu massivement à notre appel et toute la vie économique et sociale a été interrompue dans l'Italie entière. Effrayée, la bourgeoisie a tremblé devant la menace du prolétariat.

« Le prolétariat d'Italie sent désormais que ses luttes ne sont qu'un aspect, un détail de la lutte menée dans le monde civilisé et qu'elles doivent avoir pour but unique la révolution mondiale pour le renversement de la domination capitaliste et l'instauration de la dictature prolétarienne. Il ne juge pas de la nécessité ni de l'issue de ses luttes dans les étroites limites nationales, mais à la lumière des exigences internationales de la révolution prolétarienne. Il est convaincu qu'il y a dans le monde seulement deux races irréconciliablement ennemies : celle des exploités et celle des exploités. C'est pourquoi il se sent plus étroitement solidaire du prolétariat du monde entier et voit s'approfondir chaque jour davantage l'abîme qui le sépare de la bourgeoisie de son propre pays comme d'ailleurs. Il se convainc chaque jour davantage de la nécessité et de l'urgence de se préparer aux batailles suprêmes pour briser et anéantir le système de l'exploitation bourgeoise.

« Le prolétariat d'Italie, exaspéré par les mille blessures, les deuils, les douleurs, les misères et les hontes que le fléau de la guerre lui a infligés, ne veut pas être entraîné avec la bourgeoisie dans le désastre économique et moral que celle-ci prépare aveuglément. Il sait qu'en régime bourgeois, la paix est toujours menacée, que de nouveaux massacres toujours plus sanglants se préparent ; que les conflits économiques, la guerre féroce, impérialiste, de concurrence industrielle, de tarifs, d'accaparement des matières premières aggravera toujours plus jusqu'à le rendre inguérissable le marasme et la paralysie économiques qui envahit tout le monde bourgeois et qui sera mortel pour les pays économiquement faibles et pauvres comme le nôtre. Il veut l'égalité et la paix entre tous les peuples, la paix civile et la paix économique. Il déclare par contre la guerre à tous les exploités et tous les oppresseurs. Il concentre toutes ses énergies et tous ses efforts pour la sauvegarde de l'humanité, sauvegarde qui ne peut se réaliser que dans l'ordre nouveau, avec la conquête révolutionnaire du pouvoir politique par le prolétariat et le

remplacement de la dictature bourgeoise par la dictature prolétarienne et avec la reconstruction socialiste de l'économie.

« Voilà, camarades des Gouvernements communistes de Russie et de Hongrie, ce que le prolétariat d'Italie a à vous dire et ce qu'il vous promet solennellement. Le Parti socialiste italien, dans les vœux qu'il vous adresse visant la victoire finale du socialisme international, s'en porte garant. »

La seconde question débattue à cette réunion du 13 juillet concernait l'agitation contre la vie chère. Là encore, la Gauche eut à combattre non seulement la droite réformiste, mais les positions très désordonnées de nombreux « maximalistes » qui, tandis que le Parti était tout entier dominé par le souci de faire une campagne électorale triomphante à laquelle devait évidemment contribuer la droite ouvertement contre-révolutionnaire, parlait de **mettre de l'ordre** dans le mouvement révolutionnaire comme si cela pouvait se faire d'un moment à l'autre. Par ailleurs, de tous côtés on lançait le mot d'ordre démagogique et malheureux de « grève expropriatrice » sur lequel la position de la Gauche fut la suivante :

« La formule de la « grève expropriatrice », trop synthétique et inexacte, est dangereuse : l'acte et le fait révolutionnaire revêtent un caractère politique et consistent dans le passage violent du pouvoir de la bourgeoisie au prolétariat. La grève n'est que la mesure tactique indispensable, la mobilisation des forces prolétariennes dans ce but. Le passage du régime économique capitaliste au régime communiste commence aussitôt après par l'application d'une série de mesures qui servent aux nouveaux organismes politiques à réaliser l'expropriation économique graduelle. Dans ce sens, on doit parler de révolution politique, mais d'évolution économique, même si cette évolution doit être très rapide après la destruction des obstacles que les vieilles institutions politiques opposaient au développement des forces de production. Le concept de l'expropriation faite au moment de l'insurrection selon le caprice d'individus ou de groupes qui est contenu dans la formule de la « grève expropriatrice » est un concept anarchisant qui n'a rien de révolutionnaire. »

Pendant que les tendances opposées se heurtent ainsi au sein du Parti, la lutte prolétarienne s'intensifie (3), la part prise par les ouvriers

---

(3) Cela ressort clairement des chiffres. Le nombre des syndiqués encadrés dans la C. G. L. qui était de 384.000 en 1911, était passé en 1919 à 1.159.000. Il atteignit un maximum en 1920 avec 2.150.000, tomba à 1.076.000 en 1921, puis à 400.000 en 1922, année du fascisme. Il ne remontera plus et après 1925, les organisations de classe seront pratiquement détruites. Pour les agitations, les chiffres sont les suivants :

1913	:	810 grèves	-	384.700 grévistes.
1919	:	1.663 grèves	-	1.049.000 grévistes - 18.888.000 journées de grève.
1920	:	1.881 grèves	-	1.268.000 grévistes - 16.398.000 journées de grève.
1921	:	1.045 grèves	-	645.000 grévistes - 7.774.000 journées de grève.
1922	:	552 grèves	-	433.000 grévistes - 6.586.000 journées de grève.

Par la suite, les chiffres diminuent beaucoup.

agricoles étant impressionnante (4). Dans une situation objectivement aussi favorable, les erreurs du mouvement et du Parti ont été extrêmement graves. Nous ne pouvons ici que faire une chronologie sommaire des faits.

Le 3 juillet, à Forlì, la foule assaille les boutiques et transporte les marchandises réquisitionnées à la C. G. L. Les « Conseils des ouvriers réunis » reçoivent des commerçants les clefs des magasins.

Le 4 juillet, à Imola, les carabinieri affolés tirent sur la foule : quatre morts.

Le 5 juillet, grève générale à Florence et réquisitions comme dans les mouvements sus-mentionnés. « L'après-midi, la masse ouvrière est maîtresse de la ville ». Constitution de « soviets de ravitaillement » en Emilie, en Romagne, dans les Marches, en Toscane. A Prato et Pistoia, grève générale.

Le 6 juillet, « l'insurrection contre les affameurs s'étend à toute l'Italie ». La grève générale paralyse Florence où des escouades de « commissaires rouges » font rouvrir les magasins. Carabinieri et soldats patrouillent en ville et de temps à autre tirent sur la foule : deux morts et de nombreux blessés. La nuit du 6, les organisations politiques et syndicales suspendent la grève. A Empoli, le ravitaillement est dirigé par un comité populaire. A Sienne, les ouvriers organisés dans la C. G. L. procèdent à des réquisitions de denrées alimentaires. A Palerme, les métallurgistes proclament la grève générale. De nombreux magasins sont réquisitionnés. La police qui s'efforce de rétablir l'ordre procède à des arrestations en masse. A Brescia, grève générale et réquisitions. La cavalerie et les carabinieri tirent sur la foule. Fermentation à Ancône.

Le 7 juillet, malgré la suspension de la grève, l'agitation continue à Florence. Les carabinieri font deux morts et huit blessés et font deux cents nouvelles arrestations, ce qui porte à 700 le nombre des grévistes en prison. A Milan, la foule réclame la réduction de 50 % des prix des produits alimentaires. Après des échauffourées sur divers marchés de quartier, des magasins sont pris d'assaut et leurs rideaux de fer abaissés sont arrachés. Des membres du Parti socialiste et de la C. G. T. interviennent pour calmer les manifestants, tandis que quelques commerçants affichent des écriteaux avec l'indication : « Marchandises à la disposition de la Bourse du Travail ».

---

(4) En 1919 : 208 grèves - 505.000 grévistes.

En 1920 : 189 grèves - 1.046.000 grévistes.

Le dernier chiffre représente plus des trois-quarts de celui qui concerne l'industrie et le rapport serait encore plus grand si on considérait le nombre de journées de grève.

Le 8 juillet, à Gênes, les heurts avec la police font un mort et de nombreux blessés. A Naples, les ouvriers des usines proclament la grève qui s'étend à d'autres catégories. Un cortège qui se dirige vers le centre est attaqué par des charges massives de la police.

Le 9 juillet, à Brescia, l'agitation atteint son maximum. La foule, massée devant la C. G. L., exige la libération des emprisonnés. Des carabinieri tirent sur la foule qui réagit en les obligeant à la fuite. L'armée intervient et tard dans la soirée les chasseurs alpins arrivent avec des mitrailleuses. Des avions survolent la ville pratiquement en état de siège.

Les 6-10 juillet, à Barletta, les Conseils du Travail ont les pleins pouvoirs et procèdent à la réquisition et à la distribution des denrées alimentaires : l'Avanti parle de « deux journées de gouvernement socialiste ». Dans la soirée du 10, la Citadelle est assiégée et finalement soumise.

Le 9 juillet, quatre morts et de nombreuses arrestations parmi les ouvriers de Tarente.

Le 10 juillet, arrestation en masse à Foggia.

Le 13 juillet, échauffourées à Lucera (8 morts et trente blessés parmi les manifestants) et à Rio Marina, dans l'île d'Elbe (un mort et de nombreux blessés). Une partie du Syndicat des cheminots repousse la décision du Comité central de cette organisation de rapporter l'ordre de grève pour la journée de solidarité internationale.

Les 20-21 juillet, pleine réussite de la grève générale de solidarité avec les Républiques soviétiques de Russie et de Hongrie en dépit de la défection d'une partie des cheminots. Sévère condamnation de l'abstention de la C. G. T. française.

Le 28 juillet, grève des métallurgistes à Milan qui, le sixième jour, s'étend aux sidérurgistes et le 9 août devient générale en Lombardie, en Ligurie et en Emilie, ainsi que dans certaines villes de Toscane.

L'évocation même rapide de cette situation tendue suffit à faire comprendre l'enjeu de la lutte menée par la Gauche à la fois contre la Droite contre-révolutionnaire forte dans les syndicats et le Groupe parlementaire et contre le centrisme confus et indécis de la Direction « maximaliste du Parti » : il s'agissait de former **un parti capable de diriger la Révolution en Italie avant que le puissant élan prolétarien ne retombe et se brise** et pour cela rompre définitivement **et sans tarder** avec le social-démocratisme. En Russie, cette rupture avait eu lieu bien avant Octobre, ce qui explique la victoire révolutionnaire. En Italie, malgré les efforts de la Gauche, elle se produisit trop tard.

## LE GRAVE CONFLIT DE TENDANCES DANS LE PARTI

Si la bataille de la Gauche est essentiellement une bataille pour le parti révolutionnaire, son abstentionnisme dans les élections lui-même devant être compris sous cet angle, elle n'en est pas moins extrêmement active dans le domaine syndical, participant aux grèves, parlant chaque jour aux masses de politique, de prise du pouvoir, de dictature et de renversement du pouvoir bourgeois. C'est ce qui la désigne à la violente hostilité de la droite confédérale qui sait fort bien que la gauche vise à la mettre hors du Parti. C'est ainsi que le 17 juin, le secrétariat de la C. G. L. publie un communiqué dans lequel il justifie les « irrésistibles explosions » des masses par le malaise économique qu'elles subissent, mais dénonce aussi, sous le prétexte que le mouvement doit avoir une Direction unique et commune à toutes les localités, l'action de groupes « sécessionnistes » qu'il se garde bien de nommer plus expressément et auxquels il reproche, comme c'est l'habitude de la droite, de « n'avoir qu'une très faible influence dans les masses organisées ». Il conclut sur la nécessité de « déjouer toute tentative de violence des organismes sécessionnistes ». Chose inadmissible, **l'Avanti** ! publie ce communiqué hypocrite sans le moindre commentaire.

Du point de vue syndical, les véritables sécessionnistes étaient les anarcho-syndicalistes de l'Union syndicale italienne (5) et, peut-on ajouter, le Syndicat des cheminots appartenant à la C. G. L. qui n'avait pas participé à la grève de solidarité et n'était pas actif dans les mouvements de rue en général. Mais c'est à la gauche du Parti, et non à ces organisations, que le secrétariat de la C. G. L. s'en prend, insinuant que l'abstentionnisme de celle-ci n'est qu'un retour aux positions des anarchistes et des syndicalistes d'avant-guerre et lui attribuant l'intention de provoquer la scission des syndicats. Sans doute est-il exact que dans le Parti, parmi ceux qu'on appelait les « maximalistes », il y avait nombre d'éléments extrémistes favorables à une entente avec les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires. Dans l'action, cela n'aurait pas été dangereux, mais sur le terrain des principes et des programmes politiques, cela ne pouvait avoir que les pires effets : la substitution d'une révolte petite-bourgeoise banale, totalement stérile dans son particularisme et son apologie inconsistante de la violence individuelle, à la vision historique d'une lutte européenne pour la dictature communiste. La Gauche communiste n'avait rien à voir avec cette position des maximalistes. Pas plus qu'elle ne préconisa jamais la scission syndicale, elle ne conclut d'alliance avec les anarchistes qui alors non seulement polémiquaient contre le principe de la dictature du prolétariat, mais diffamaient la Russie où elle était instaurée. Les accusations de la C. G. L. représentaient donc unique-

---

(5) Ceux-ci s'étaient détachés du Parti avant la guerre, puis, pendant le conflit, s'étaient divisés en deux courants : les interventionnistes de Parme et les non-interventionnistes de Bologne.

ment la première manifestation des mensonges contre-révolutionnaires que la droite ne cessera de répandre contre le courant véritablement marxiste et communiste.

Au sein du Parti, la lutte de la Gauche (qui ne cesse de réclamer la convocation d'un Congrès national du Parti qui finira par se tenir à Bologne en 1919) vise la rupture du Parti avec l'aile réformiste, c'est-à-dire avec les éléments opposés à la perspective révolutionnaire, but auquel elle subordonne la fameuse question électorale elle-même, contrairement à ce qu'ont voulu faire croire ceux qui ont caractérisé la Gauche comme **essentiellement** abstentionniste, alors qu'elle n'était abstentionniste que parce qu'elle était essentiellement révolutionnaire. Cela apparaît clairement dans la série d'articles consacrés par **le Soviet** depuis février 1919 à la question de la participation du Parti Socialiste aux élections et qui sont successivement intitulés « Contre les équivoques et les pièges du réformisme : l'illusion électionniste » - « Contre l'intervention dans la bataille électorale » - « Le piège électoral » - « Ou élections ou révolution » (6).

Dans le premier, l'antithèse existant entre la méthode social-démocrate et la méthode insurrectionnelle pour la prise du pouvoir est clairement définie. L'article retrace l'histoire du parlementarisme dans les partis traditionnels et les limites dans lesquelles il pouvait être justifié avant la guerre ; il traite de la victoire russe d'Octobre et de l'épisode de la dispersion de l'Assemblée constituante par les bolchéviks ; il conclut en exigeant que toute responsabilité dans la détermination de la politique du Parti soit retirée au Groupe parlementaire, laissant clairement entendre que si cela devait aboutir à la scission, les révolutionnaires s'en féliciteraient. Dans le second, qui porte en surtitre : « Les brûlants problèmes actuels de la pensée et de l'action socialiste », la question de l'intervention dans la bataille électorale est ramenée à la vieille dispute entre réformistes et révolutionnaires ; l'article montre que la révolution russe a rendu désormais ces deux courants inconciliables, la révolution ayant cessé d'être une hypothèse théorique pour devenir une possibilité réelle et la révolution en Europe devant faire suite à la victoire en Russie. La conclusion mérite d'être citée en entier :

**« Accepter encore la lutte électorale et lui consacrer une partie de notre activité comme cela s'est fait dans le passé signifierait continuer à faire crédit à une fonction qui est destinée non pas à disparaître, mais à être détruite, étouffée par l'action socialiste... »**

**« On ne peut pas abattre le pouvoir bourgeois sans abattre ses organes, dont le premier est l'Assemblée législative. »**

---

(6) Ces textes, parus en annexe du premier volume de *l'Histoire de la Gauche*, seront publiés dans un prochain numéro de cette revue, car ils ne peuvent trouver intégralement place ici.

« Entre la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat au  
« moyen de l'action de son organisme politique qui est le Parti socialiste  
« et la fonction électorale, il existe une antithèse complète : l'une exclut  
« l'autre.

« Le Parti doit prendre une voie bien claire et s'y tenir. Toute action  
« électorale est inutile et nocive ; laissons-la aux bourgeois : c'est leur  
« affaire. Nous, consacrons tous nos efforts à donner à notre parti  
« solidité et homogénéité et à constituer autour de lui ces organismes  
« qui, ailleurs, ont déjà montré qu'ils étaient de véritables facteurs révo-  
« lutionnaires (7), dotés d'une conscience précise de leurs buts et d'une  
« ferme volonté de les atteindre.

« Le Parti ne doit pas participer à la lutte électorale. La fraction,  
« adversaire de la participation du parti et du prolétariat révolutionnaire  
« à cet inutile gaspillage de forces, doit engager la lutte pour remporter  
« cette première victoire importante au sein du Parti, condition de celle  
« qu'il remportera (dans la société) par une action révolutionnaire éner-  
« gique et claire. »

Dans « Le piège électoral », la gauche communiste énumérait toutes les raisons pour lesquelles le système représentatif électoral ne pouvait fonctionner que dans l'intérêt exclusif de la bourgeoisie et concluait sur la nécessité de convoquer au plus vite un congrès national afin de résoudre une fois pour toutes les graves questions laissées en suspens par le congrès précédent, en particulier celles de la dictature du prolétariat et de la participation aux élections. « Ou élections ou révolution » établissait l'opposition entre l'adhésion au programme historique de la dictature du prolétariat et la pratique électionniste. La conclusion est énergique :

« Comment ne pas comprendre que dire aujourd'hui au prolétariat :  
« Aux urnes ! » signifie l'inviter à se détourner de tout effort révo-  
« lutionnaire pour la conquête du pouvoir ? Nous, nous crions de toutes nos  
« forces : le Congrès ! le Congrès ! Il n'est pas possible de continuer ainsi.  
« Et tandis que la bourgeoisie se prépare à juguler les républiques soviéti-  
« ques, tombent les illusions des camarades qui, bien que révolutionnaires  
« convaincus, aiment trop la facilité et qui, jugeant stériles les discussions  
« programmatiques et théoriques (horreur !), se tirent d'embarras en disant :  
« de toutes façons, aux élections, on n'y arrivera pas ! ». Camarades  
« praticiens », on arrivera aux élections et tandis que les prolétaires  
« russes qui versent sans regret leur sang auront tout le mal et l'honneur  
« de sauver la révolution en nous faisant confiance, nous, nous enverrons  
« au Parlement une centaine de héros de la bataille parlementaire, dans  
« le joyeux oubli de toute dignité et de toute foi que donnent les orgies  
« électorales.

---

(7) L'allusion concerne les Soviets russes.

## Réussirons-nous à conjurer ce danger ? »

Le 21 août 1919, *l'Avanti !* publie, sous le titre : « **Préparation révolutionnaire ou préparation électorale** », un article de la fraction abstentionniste et la réponse de Luigi Salvatore, élément indubitablement révolutionnaire, mais fauteur de l'électionnisme. L'article réaffirme les thèses sur lesquelles la gauche communiste se bat depuis des mois :

« **Nous considérons que nous sommes entrés dans la période historique de la révolution. Les partis communistes doivent donc se consacrer à la préparation révolutionnaire, éduquer le prolétariat à conquérir et à exercer le pouvoir et se préoccuper de former au sein de la classe travailleuse les organismes aptes à assumer la direction de la société.**

**Dans la période consacrée à cette préparation, tous les efforts du Parti communiste tendent à créer l'ambiance de la dictature prolétarienne en défendant pas seulement en paroles, mais en fait, le principe du gouvernement de la société par la classe ouvrière et la suppression de tous droits politiques pour la minorité bourgeoise.**

**Si en même temps on voulait mener une action électorale tendant à envoyer au parlement bourgeois des représentants du prolétariat et du parti, on enlèverait toute efficacité à cette préparation révolutionnaire.**

**Etant donnée l'incompatibilité théorique et pratique entre la préparation révolutionnaire et la préparation électorale, il nous semble que seuls ceux qui n'ont pas la moindre foi dans les possibilités de révolution peuvent admettre l'intervention dans les élections.**

**L'incompatibilité entre ces deux formes d'activité n'est pas une incompatibilité momentanée qui nous forcerait à admettre que l'une puisse succéder à l'autre. L'une et l'autre présupposent de longues périodes de préparation absorbant toute l'activité du mouvement pour longtemps. Même si le fait de rester sans députés présentait un danger (nous pensons au contraire, en nous appuyant sur une vaste expérience, que ce serait un avantage), ce danger ne serait de loin pas aussi grave que celui de compromettre ou même seulement de retarder la préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir. »**

Précisément parce que Salvatori n'était pas un démagogue, son argumentation mérite d'être rapportée : « Ce n'est pas que nous (N.D.T.: les partisans de la participation aux élections) veuillons retarder la révolution. Au contraire, nos conceptions en la matière sont plus simples, plus « casse-cou » et plus volontaristes que les conceptions froidement et rigidement théoriques (des abstentionnistes). Mais si la révolution qui est **chose** et non **volonté** se trouvait encore à l'état potentiel au lieu d'être entrée dans sa phase dynamique ; en d'autres termes si le passage de l'époque où l'électionnisme semblait admissible (aux abstentionnistes) à celle où il ne l'est plus à leurs yeux n'était pas actuellement un fait

accompli, serait-il bien conforme à la sereine objectivité du marxisme de lancer le Parti dans le négativisme électoral ».

L'auteur de telles lignes témoigne que les abstentionnistes n'étaient nullement les partisans hystériques des barricades et de la violence qu'on a souvent voulu voir en eux, mais des révolutionnaires marxistes qui comprenaient bien le déterminisme, savaient rester **froids** et n'étaient ni « casse-cou », ni volontaristes. Le fait est que ce n'est pas la volonté qui peut faire les révolutions : le Parti ne peut les provoquer, mais seulement les favoriser et il doit le faire en barrant à temps les voies dans lesquelles l'opportunisme détourne la force généreuse du prolétariat. La ressource que l'histoire offrait alors et que le Parti laissa échapper précisément à cause d'un manque déplorable de maturité théorique était d'empêcher la manœuvre de l'ennemi qui savait bien que l'afflux du prolétariat aux urnes le détournerait de la lutte révolutionnaire. Si le prolétariat, se libérant des illusions démocratiques, avait brûlé derrière lui tous les vaisseaux parlementaires, la lutte aurait fini bien autrement. Si cela ne s'est pas produit, c'est que le Parti n'était pas révolutionnaire et la responsabilité du maximalisme électoraliste dans la défaite qui en est résultée est évidente aujourd'hui.

## CONCLUSION

Nous sommes arrivés au terme du premier volume de **l'Histoire de la Gauche communiste** qui s'arrête à la veille du premier Congrès d'après-guerre à Bologne.

Partant des origines du mouvement prolétarien international et des péripéties complexes de son implantation en Italie, nous avons vu un courant de gauche révolutionnaire apparaître vers 1880 et prendre corps après 1910. Déjà avant la guerre de 1914-18, nous l'avons vu, appuyé sur des bases théoriques solides, mener une lutte pratique incessante à la fois contre le révisionnisme réformiste et contre le révisionnisme « syndicaliste » et rétablir des conceptions théoriques fondamentales du marxisme, tel que le rapport entre Parti et organisations économiques, programme maximum et revendications minima, centre dirigeant et organismes périphériques, socialisme et culture, socialisme et religion (et à plus forte raison, églises constituées), socialisme et franc-maçonnerie et régler les questions brûlantes des blocs électoraux, des limites de l'action parlementaire, de l'attitude du Parti face à l'irréductibilité, etc...

La première guerre mondiale, non seulement n'influa pas sur la combativité de l'extrême-gauche, mais elle la stimula, lui conférant un caractère d'insistance à la fois lucide et passionnée. Et nous avons vu comment, face au « neutralisme » d'une Direction honnête, mais hésitante, et de toutes façons théoriquement insuffisante ; face aux écarts

scandaleux d'une droite rejetant toute discipline à l'égard des décisions du centre, la Gauche communiste sut défendre dans la presse du Parti et des Jeunesses et dans de fréquentes réunions du Parti, les mêmes thèses que la gauche révolutionnaire de Zimmerwald et Kienthal, en dépit de l'absence de contacts directs.

C'est grâce à la continuité de cette lutte théorique et pratique que la Gauche put lancer l'offensive contre la droite ouvertement réformiste et démocratique et contre un danger pire encore, le centrisme dit « maximaliste » à la fois confus dans ses velléités révolutionnaires et rétif à une rupture avec la droite et à une acceptation sans réserve du programme de la Troisième Internationale, c'est-à-dire à un refus irrévocable de la méthode légalitaire.

Dans une situation **internationale** et nationale où les masses prolétariennes entraient en lutte ouverte contre l'adversaire de classe encore couronné des lauriers sanglants de la récente guerre et où le Parti socialiste persistait à courir derrière des succès électoraux et à leur sacrifier la préparation révolutionnaire du prolétariat à la prise du pouvoir, le courant du **Soviet** (qui ne s'imaginait nullement que celle-ci était proche, mais qui savait bien qu'elle serait impossible tant que le Parti resterait révolutionnaire en paroles mais légalitaire en fait), c'est-à-dire la Gauche communiste vit dans la revendication de l'abstention aux élections le catalyseur le plus efficace de la rupture aussi bien avec les réformistes qu'avec les faux révolutionnaires maximalistes. Cette revendication n'avait pourtant qu'un caractère en quelque sorte « instrumental ». Ce qui tenait à cœur à la Gauche n'était pas tant de débarrasser dans l'immédiat le Parti de la maladie chronique de l'électoratisme que de discuter les voies par lesquelles, dans l'avenir, la classe ouvrière italienne, fraction du prolétariat européen, avait une chance de parvenir à la victoire révolutionnaire. Pour la Gauche communiste qui, au cours de l'année 1919 prit le nom de Fraction abstentionniste, les points fondamentaux sur lesquels il fallait se battre et sur lesquels elle se battit non seulement à Bologne en 1919, mais aussi à Moscou en 1920 et à Livourne en 1921, étaient les suivants :

1) Affirmation des bases théoriques du marxisme révolutionnaire et de sa perspective de passage du pouvoir de la classe capitaliste au prolétariat et, dans une phase ultérieure, de transformation de l'économie privée en socialisme et en communisme.

2) Refus de considérer la doctrine et le programme de la Troisième Internationale de Moscou comme un résultat nouveau et original de la Révolution russe alors qu'il répondait totalement aux principes marxistes ci-dessus énoncés.

3) Proclamation de la nécessité d'un nouveau mouvement national et international après la faillite de la Seconde Internationale, lutte pour

une impitoyable sélection politique et pour la scission avec les révisionnistes et les sociaux-démocrates.

4) Prise de position de la Gauche contre de nombreuses formulations fausses et démagogiques des maximalistes de l'époque, contre leur ridicule perspective de « l'acte révolutionnaire » (la « grève expropriatrice ») à laquelle ils ne croyaient pas eux-mêmes en réalité et enfin contre la proposition prématurée de former artificiellement les Soviets. Critique de la construction non moins fautive des ordinovistes de Turin qui voyaient dans les conseils d'usines des cellules toutes prêtes de la société nouvelle.

5) Lutte contre les anarcho-syndicalistes (auxquels on assimilait faussement la Gauche communiste) et en particulier contre leur attitude à l'égard de la dictature du parti politique de classe.

6) En Italie, la Gauche ne propose par le déclenchement immédiat de la révolution armée, justement parce que manquait la condition d'une telle révolution, la constitution d'un véritable Parti communiste ayant une influence adéquate sur l'avant-garde du prolétariat. Elle prévoit que la persistance dans le parti révolutionnaire d'un centrisme hésitant entre les moyens révolutionnaires et les moyens légaux est la meilleure garantie de maintien du régime capitaliste.

Tous ces points seront d'ailleurs les points-clefs du Deuxième Congrès de l'Internationale en 1920 et la question de l'abstention mise à part, c'est sur ces positions que se battront tout ensemble le Parti bolchévique, Lénine et ce que les historiens appellent « la gauche italienne ».

# NOS PUBLICATIONS

## EN LANGUE FRANÇAISE :

— Dialogue avec Staline (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages)	2,— F
— Dialogue avec les morts (critique du XX <sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., 159 pages)	4,— F
— L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours, ainsi que Le Marxisme et la Russie (148 pages)	Epuisé
— Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) »	2,— F
— Programme Communiste : un numéro	2,50 F
Abonnement annuel	9,— F
Abonnement de soutien	20,— F
— Le Prolétaire : mensuel ;	
Un numéro	0,40 F
Abonnement annuel	4,— F
Abonnement combiné avec Programme Communiste	12,— F

## EN LANGUE ITALIENNE :

— Storia della sinistra comunista (1 <sup>er</sup> vol., 415 pages)	25,— F
— La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin (110 pages)	7,— F
— 1917 Insegnamenti dell'ottobre. Leon Trotsky	4,— F
— Il Programma Comunista : journal bimensuel ;	
Abonnement annuel	10,— F
Un numéro	0,40 F
— Spartaco (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de Programma Comunista) ;	
Un numéro	0,20 F
— Documents ronéotypés :	
1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario et azione economica	3,50 F
2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito	3,50 F
3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe	3,50 F
4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario	3,50 F
5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	en réimpression
6) L'abaco dell'economia marxista	en réimpression
7) Lezioni della controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista	3,50 F

## EN LANGUE ALLEMANDE :

— Der Faden der Zeit : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke.	2,— F
— Der Faden der Zeit : Der. I. Weltkrieg und die marxistische Linke.	2,— F

## EN LANGUE HOLLANDAISE :

— Documentatie Materiaal	0,25 F
--------------------------	--------

**PROLETAIRES  
DE LANGUE  
ITALIENNE**

Lisez :

**il PROGRAMMA  
COMUNISTA**

Journal bi-mensuel

et

**SPARTACO**

Bulletin de lutte

**s y n d i c a l e**

Spécimen gratuit

et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Prolétaire"

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert

## Réunions Publiques

**A MARSEILLE**

Le dimanche 24 octobre, à  
9 h. 30, arrière-salle du Café  
« Les Danaïdes », cours Jo-  
seph-Thierry.

« Le parti communiste in-  
ternational ; ce qu'il est, ce  
qu'il veut ».

◆

**A PARIS**

Le vendredi 12 novembre, à  
21 h., salle Lancry, 10, rue de  
Lancry (Xme).

« Le bulletin de vote n'est  
pas l'arme du prolétariat ».

**NOS LECTEURS DE BELGIQUE QUI DESIRENT PRENDRE  
CONTACT AVEC NOUS PEUVENT LE FAIRE EN  
ECRIVANT A L'ADRESSE SUIVANTE :**

**B. P. N° 91**

**IXELLES 1**

**(Belgique)**

1963-64 : 101 : 17.0548

Memorandum 1963

# **le prolétaire**

notre organe mensuel

paraît désormais sur quatre pages imprimées

**LECTEUR, SYMPATHISANT**

**ABONNE-TOI, SOUSCRIS,**

**AIDE NOTRE DIFFUSION**

---

Le numéro du **Prolétaire** est en vente au prix de 0,40 F (4 francs belges) ;  
abonnement annuel 4 F (40 FB) ; abonnement combiné **Le Prolétaire et**  
**Programme Communiste** 12 F

---

La souscription permanente paraît maintenant dans **Le Prolétaire**.  
Adresser tous versements à « Programme Communiste » C.C.P. 2202-22  
Marseille.

---

**DIRECTEUR - GERANT**

**F. GAMBINI**

adresser toute correspondance à :

« **PROGRAMME COMMUNISTE** », Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert  
ou Boîte Postale n° 24 PARIS 19°

C.C.P. Programme communiste 2202-22 Marseille

---

Imp. "LINO-IMP" 1, 3 et 5 Bd Desplaces Marseille (X) Tél : 77.92.48

Dépôt légal n° 28-688, novembre 1963.